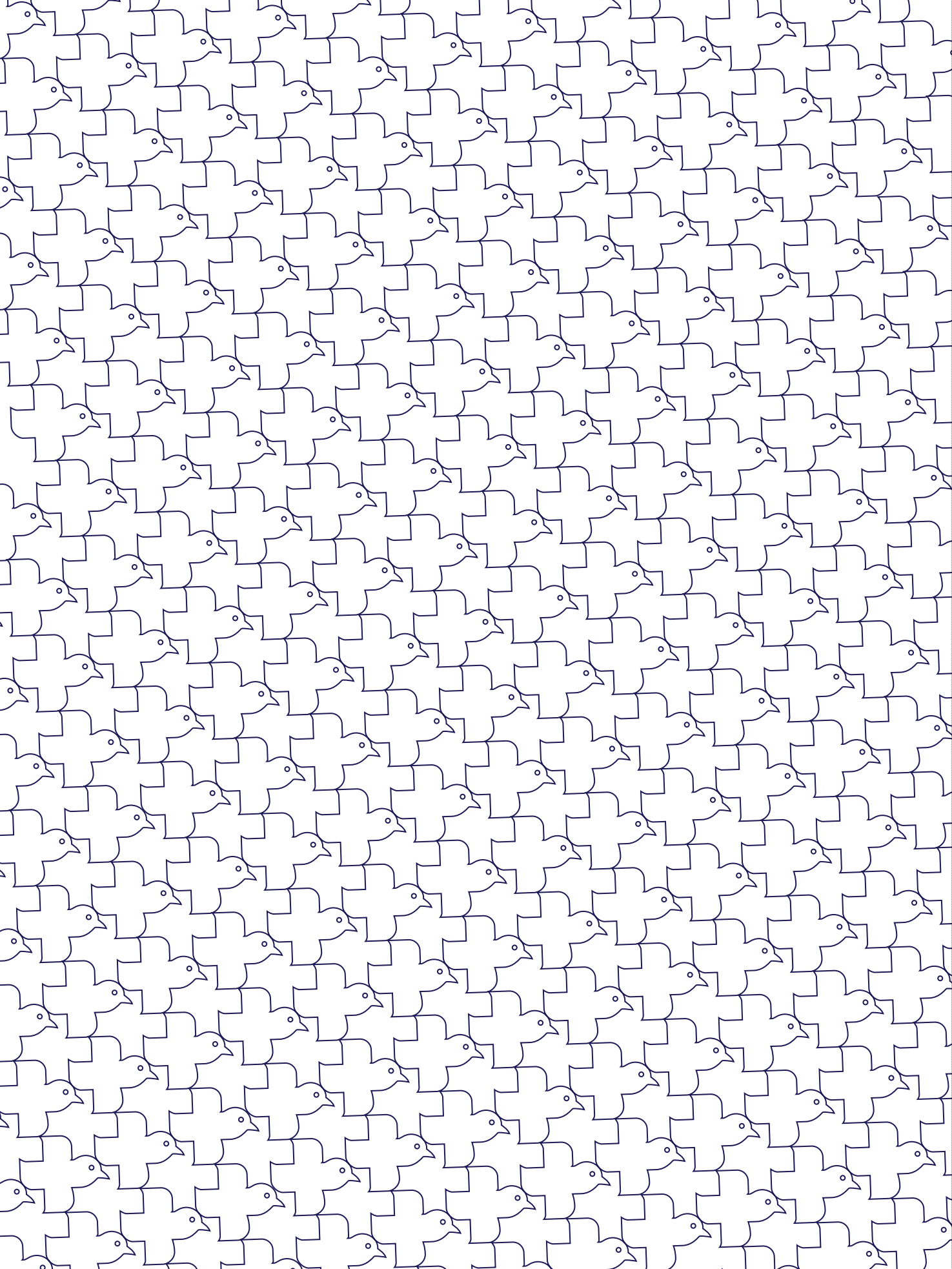


RAPPORT MORAL

ÉDITION 2024





p. 4	LE MOT DU PRÉSIDENT	p. 67	RÉSEAU INTERNATIONAL
p. 8	EN CHIFFRES	p. 69	Les associations
p. 10	AXES D'INTERVENTION		
p. 12	FOCUS SANTÉ ENVIRONNEMENT	p. 72	FINANCEMENT
p. 14	FOCUS PARTENARIATS	p. 74	RELATIONS INSTITUTIONNELLES
p. 16	PLAIDOYER ET CAMPAGNES	p. 76	ORGANISATION
		p. 78	NOUS REMERCIONS
p. 20	OPÉRATIONS INTERNATIONALES		
p. 24	Afrique		
p. 30	Moyen-Orient		
p. 36	Amérique latine		
p. 40	Europe		
p. 44	Asie		
p. 48	OPÉRATION SOURIRE		
p. 50	OPÉRATIONS FRANCE		
p. 53	Protection maladie universelle et système public de santé		
p. 56	Migrations, exil, droits et santé		
p. 58	Santé environnement dans les lieux de vie et de travail dégradés		
p. 60	Droits et santé sexuels et reproductifs		
p. 62	Réduction des risques		
p. 64	Annuaire des délégations régionales		

SOMMAIRE



L'année 2024 s'est inscrite dans la continuité des précédentes, dominée par de nombreuses crises humanitaires et leurs cortèges de souffrance pour les populations victimes de guerres et de crises socio-économiques dévastatrices.

À l'empilement de conflits particulièrement mortels pour les civils se sont ajoutés le péril environnemental et les instabilités politiques qui ont induit des déplacements massifs d'exilés. Dans le même temps, les plus gros bailleurs institutionnels de l'écosystème humanitaire que sont les États-Unis et les Européens ont annoncé des coupes drastiques de leurs financements.

Malgré les déchaînements de violence, notre association de solidarité internationale médicale et militante résiste et continue d'offrir une part d'humanité au cœur des conflictualités. Médecins du Monde est ainsi intervenue dans une trentaine de pays dont la France pour soigner, témoigner et tenter d'être actrice du changement social en faveur du respect des droits fondamentaux.

Le 24 janvier 2025, l'administration Trump annonçait la suspension immédiate – et pour une durée de quatre-vingt-dix jours – des projets actuels et futurs financés par les États-Unis. Les fonds gelés destinés au département d'État et à l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement

international, avoisinent les 70 milliards de dollars, soit près de 40 % du financement de l'aide humanitaire mondiale totale. De manière moins brutale mais tout aussi grave, la France a baissé de 37 % son budget pour l'aide publique au développement (APD) début 2025, rejoignant les annonces de coupes à hauteur de 50 % de la plupart des autres pays européens, participant ainsi au chaos systémique actuel avec des conséquences humaines désastreuses alors que les besoins n'ont jamais été aussi importants. Dans ces conditions, force est de constater que la solidarité internationale – les mécanismes de gestion de crise et ses acteurs – subit une attaque en règle, agences des Nations unies comprises.

DES RÉPONSES OPÉRATIONNELLES ADAPTÉES

Au Proche-Orient, les profonds bouleversements géopolitiques de 2024 ont refaçonné la région et conduit notre association à des ajustements opérationnels et à des rappels permanents au droit international humanitaire.

À Gaza, le gouvernement israélien opère un blocus massif sur le territoire, avec une létalité démesurée de civils et d'humanitaires. Malgré ces conditions extrêmes, les équipes de Médecins du Monde mènent un travail admirable en effectuant plusieurs centaines de consultations par jour. En Cisjordanie, la colonisation s'accélère avec des déplacements massifs de civils tandis que les opérations humanitaires sont entravées par une multiplication des checkpoints routiers et un cadre législatif israélien de plus en plus contraignant, qui réduit l'espace



DR. JEAN-FRANÇOIS CORTY

LE MOT DU PRÉSIDENT

humanitaire. Nos équipes tentent de s'adapter à ce contexte en allant au plus près des besoins *via* des actions itinérantes.

Fin 2024, l'escalade militaire au Liban a engendré des milliers de morts et de blessés et déplacé des centaines de milliers de civils. Entre trêves et bombardements inattendus, nous avons proposé, en lien avec nos partenaires locaux, des soins de santé primaire pour les déplacés ainsi que des activités en santé mentale et soutien psychosocial.

Dans le même temps, la chute du régime sanguinaire de Bachar al-Assad en décembre 2024 a été un soulagement pour la population syrienne, même si l'insécurité reste encore palpable à différents endroits du territoire. Médecins du Monde France a pu redéployer des missions exploratoires dans le gouvernorat de Damas, pendant que Médecins du Monde Turquie et Espagne poursuivaient leurs activités dans le nord et l'est du pays.

Sur le continent africain, les conflits chroniques n'ont pas diminué en intensité, que ce soit au Burkina Faso, en République centrafricaine ou en République démocratique du Congo (RDC). Médecins du Monde a poursuivi sa réponse aux urgences dans ces pays, le plus souvent au travers d'une offre de santé primaire et d'un soutien en santé mentale. Notre association y développe aussi des activités de plus long terme, notamment dans le champ des droits et santé sexuels et reproductifs. La lutte pour un accès inconditionnel à l'avortement mais aussi contre les cancers du col de l'utérus représentent des succès opérationnels que nous avons su porter avec des partenaires de qualité et qui nous placent comme un acteur reconnu et incontournable des droits des femmes.

En termes d'action médicale, notre association demeure résolue à faire évoluer les pratiques, les simplifier et les rendre plus accessibles à toutes et à tous. En matière de réduction des risques pour les usagers de drogues, nous restons en pointe des innovations opérationnelles, notamment dans le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie) et en Tanzanie où nous développons le projet CUTTS HepC (Catalysing uptake of under-utilised tools & treatment simplification for HepC). En Birmanie, nos opérations en faveur de la lutte contre le VIH et les hépatites ont tenu le cap malgré des conditions politiques et sécuritaires instables.

Concernant nos engagements en matière de santé et de lutte contre les inégalités environnementales, Médecins du Monde a su formaliser un cadre interventionnel selon des approches « *One Health* » (« une seule santé ») et de santé planétaire qui

guident nos opérations et nos plaidoyers. J'ai pu me rendre sur nos différents projets, aussi bien au Népal, aux Philippines, à Kinshasa (RDC) que dans le Médoc (Nouvelle-Aquitaine). Ces déplacements ont constitué autant d'occasions de prendre la mesure de nos réalisations pour des populations vivant dans des habitats insalubres et/ou exposées à des environnements professionnels dégradés, aux pesticides notamment.

Après trente-cinq années et des milliers de patients opérés, l'Opération Sourire et ses activités chirurgicales – qui restent par ailleurs une réalité opérationnelle à Médecins du Monde – vont être transférées à nos partenaires de terrain. Je tiens à saluer ici le travail remarquable tant des équipes bénévoles que salariées, qui ont su faire vivre l'esprit et les valeurs de notre association au travers de leurs actions.

EN FRANCE, UN COMBAT CONTRE LES INÉGALITÉS ET LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Médecins du Monde est une organisation humanitaire médicale non partisane, mais qui intervient au demeurant dans le champ des idées politiques en proposant des solutions innovantes en matière de lutte contre les inégalités sanitaires, sociales et environnementales. Cette militance s'exprime aussi en France où nous développons plus d'une quarantaine de projets grâce à l'engagement de nos équipes bénévoles et salariées.

Lors des élections législatives de 2024, nous avons assumé et porté, de manière historique, une consigne de vote contre les idées d'extrême droite et les partis qui les incarnent, ces derniers ayant des valeurs parfaitement contraires à celles que nous défendons. Au sein du collectif Nos services publics, nous avons réaffirmé notre soutien à un système de santé solidaire et à un État social doté de moyens financiers et humains significatifs. Dans le même temps, et au nom de l'éthique médicale, nous continuons de refuser toute médecine qui opposerait les bons et les mauvais patients, comme le souhaitent les chantres de la remise en cause régulière de l'Aide

Nous soutiendrons toujours un projet de société démocratique fondé sur la diversité et les contre-pouvoirs constructifs, comme ceux incarnés par les associations.

médicale de l'État (AME). Enfin, nous soutiendrons toujours un projet de société démocratique fondé sur la diversité et les contre-pouvoirs constructifs, comme ceux incarnés par les associations.

Les Jeux Olympiques d'été de Paris 2024 ont été l'occasion d'une émulation populaire indéniable, mais ils ont aussi engendré un nettoyage social avec près de 20 000 expulsions préalables en Île-de-France. Cette violence physique et symbolique a été dénoncée par le collectif Le revers de la médaille, au sein duquel Médecins du Monde s'est fortement investie pour défendre les intérêts des plus précaires.

Concernant les enjeux migratoires, notre mobilisation pour dénoncer les dérives du projet de la loi Asile et immigration à l'encontre des droits fondamentaux a été remarquée, ce alors que 2024 a été l'année la plus meurtrière à la frontière franco-britannique avec au moins 90 morts.

Le cyclone tropical Chido qui a balayé l'archipel de Mayotte le 14 décembre 2024 a été le plus dévastateur que sa population ait connu en un siècle. Destruction massive de bidonvilles, de centres de santé, coupures d'eau et d'électricité, etc. : cette catastrophe, dans le contexte d'extrême précarité du 101^e département français, nous a conduit à apporter une réponse d'urgence pour faire face à des besoins qui restent encore considérables à ce jour.

UNE DÉMOCRATIE ASSOCIATIVE RENFORCÉE, AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT

Afin de renforcer la vitalité associative, le Conseil d'administration (CA) a, depuis le mois d'octobre 2024, ouvert ses réunions mensuelles au public, et plus particulièrement aux adhérents et membres de la communauté Médecins du Monde.

Concernant la qualité de vie au travail, le CA fait de la sécurité des équipes, de leur bien-être et de la reconnaissance du travail de chacun et chacune une priorité absolue. Depuis l'assemblée générale de 2024, la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) est consacrée comme un projet de l'entité à part entière, doté de nouveaux financements très conséquents pour mener une politique de ressources humaines responsable et bienveillante.

Enfin, Médecins du Monde France fait partie d'un réseau international qui compte 16 autres membres ayant chacun un niveau de

développement différent. Consciente de l'importance de ce collectif, qui plus est dans un contexte de coupes des financements institutionnels, notre association est déterminée à accompagner la structuration d'une gouvernance collective et un développement fondé sur une croissance globale, qui passe entre autres par l'émergence de nouveaux membres issus du Sud global.

La montée des populismes, qui n'épargne pas les démocraties occidentales, engendre un repli sur soi et le développement de politiques stigmatisantes qui accentuent les vulnérabilités.

Ces idéologies génèrent aussi un climat de défiance vis-à-vis des acteurs humanitaires ou encore des scientifiques qui voient leur légitimité et leur espace interventionnel remis en question. Malgré cela, l'engagement de Médecins du Monde et de ses partenaires de terrain reste total pour faire face à ces dynamiques qui favorisent l'obscurantisme et creusent les inégalités. Et cela grâce à l'implication sans réserve de nos milliers de salariés, bénévoles et adhérents, et le soutien des bailleurs et des donateurs qu'il nous faut à nouveau remercier chaleureusement ici. Merci à toutes et tous.

BUDGET

**BUDGET RÉALISÉ
MDM FRANCE : 149,3 M€**

RESSOURCES HUMAINES



3 786

**ACTRICES ET ACTEURS
MÉDECINS DU MONDE**

1 802 ACTRICES ET ACTEURS SUR NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX

1 641 salariées et salariés nationaux sur les terrains d'intervention
1 volontaire de la solidarité internationale
101 salariées et salariés sur les missions internationales
59 salariées et salariés au siège dont 5 voltigeurs

1 568 ACTRICES ET ACTEURS SUR NOS PROGRAMMES EN FRANCE

1 402 bénévoles actifs (*dont les bénévoles cadres*)
154 salariées et salariés sur le terrain et en délégations régionales
12 salariées et salariés au siège

416 ACTRICES ET ACTEURS EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS

152 cadres bénévoles associatifs
264 salariées et salariés au siège

EN CHIFFRES

PROGRAMMES FRANCE

47
PROJETS
SUR
25
SITES

15 PROJETS EN LIEU FIXE (dont CASO et CAO)A
ET
32 PROJETS MOBILES

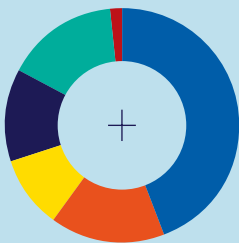
Droits et système de santé.....	21 projets
Migrations, exil, droits et santé	10 projets
Santé environnement	10 projets
Réduction des risques	5 projets
Droits et santé sexuels et reproductifs	1 projet transversal

14
CASO ET CAO

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

3 300 000 BÉNÉFICIAIRES
DE NOS PROGRAMMES

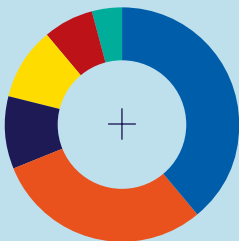
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS



- **30** projets dans **9** pays en Afrique
- **11** projets dans **5** pays au Moyen-Orient
- **7** projets dans **2** pays en Amérique latine
- **8** projets dans **6** pays en Europe
- **11** projets dans **5** pays en Asie
- **1** projet transversal CUTTS HepC (Géorgie, Arménie, Tanzanie)

68
PROJETS
DANS
27
PAYS

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONELLES



84 % International dont :

- **39 %** en Afrique
- **30 %** au Moyen-Orient
- **10 %** en Amérique latine
- **10 %** en Asie
- **7 %** en Europe
- **4 %** Projets divers (Opération Sourire, projets transversaux et missions exploratoires)

16 % France

COMBATS POLITIQUES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Médecins du Monde est engagée en faveur de la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs et de l'accès à des services en santé sexuelle et reproductive complets et adaptés. L'organisation reste particulièrement mobilisée, aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux, pour la prévention et la prise en charge des grossesses non intentionnelles, la réponse aux besoins de santé sexuelle et reproductive en contexte de crise et la prévention du cancer du col de l'utérus.

RÉDUCTION DES RISQUES (RDR)

Médecins du Monde agit auprès des personnes usagères de drogues, travailleuses du sexe, des minorités sexuelles et de genre, et privilégie une approche de réduction des risques pour faciliter leur accès à la santé et la reconnaissance de leurs droits. Cette approche consiste à adopter une posture pragmatique pour identifier les besoins et construire des solutions avec les personnes concernées. En plus de son action de terrain, l'organisation porte un plaidoyer pour renforcer leur accès aux droits et faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui les marginalisent, les éloignant des services de santé.

MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ

Les conditions d'accueil des personnes migrantes et exilées demeurent largement dégradées dans de nombreux pays de destination ou de transit. La fermeture et le contrôle des frontières, la criminalisation des personnes – avec les pratiques d'enfermement, d'expulsion, de renvoi dans les

pays d'origine ou de transit qu'elles induisent – engendrent des problèmes de santé, des difficultés à se faire soigner et des violations des droits humains. C'est pourquoi Médecins du Monde fait de l'accès aux soins et aux droits des personnes migrantes et exilées une priorité d'action sur le terrain comme dans son travail de plaidoyer.

ESPACE HUMANITAIRE

Conflits armés, insécurité alimentaire, conséquences du dérèglement climatique, épidémies, les crises se complexifient. Elles engendrent des ruptures aiguës de l'offre en santé, exacerbent les violences et les vulnérabilités. Les impacts sur la santé physique et mentale sont lourds et les besoins multiples. Dans ces situations, Médecins du Monde intervient pour restaurer l'accès aux soins des populations et porte un plaidoyer pour le respect du droit international humanitaire, des principes humanitaires et de la protection des personnels humanitaires et de santé.

SANTÉ ENVIRONNEMENT

Médecins du Monde intervient auprès et avec les populations faisant face à des environnements de vie et de travail dégradés qui impactent leur santé. Nous travaillons avec les personnes pour réduire leur exposition aux risques environnementaux et renforcer un accès aux soins qui prend en compte leurs besoins spécifiques. Nous militons pour la reconnaissance de ces risques et pour plus de justice environnementale.

DROITS ET SYSTÈME DE SANTÉ

À travers ses actions, Médecins du Monde s'inscrit dans une défense des systèmes de soins et de prévention garantis par la puissance publique, permettant un accès à la santé et aux droits pour toutes et tous fondé sur les principes d'équité, de solidarité et d'implication des personnes. Le plaidoyer sur ces enjeux est pour l'instant plutôt développé en France. Il concerne la lutte contre les barrières à l'ouverture de droits à une protection maladie, ou encore une fixation du prix des médicaments plus juste et plus soutenable.

AXES D'INTERVENTION

IMPÉRATIFS DE QUALITÉ

EMPOWERMENT

Médecins du Monde s'appuie sur les savoirs, les expertises et les expériences des individus et des communautés directement concernés par ses projets pour adapter ses modalités d'intervention et mettre leurs préoccupations au cœur de son action. Ainsi, pour favoriser les dynamiques d'empowerment et la participation des personnes et des communautés avec lesquelles elle collabore, l'association soutient le travail des pairs et les initiatives collectives, et privilégie les relations partenariales locales tout en favorisant le plaidoyer porté par les acteurs communautaires.

APPROCHE HOLISTIQUE DE LA SANTÉ

Médecins du Monde promeut une approche globale en santé, intégrant l'ensemble des aspects biopsychosociaux. À cet égard, outre la mise en place ou l'appui à des services médicopharmaceutiques

répondant aux standards de référence, l'organisation a adopté une approche spécifique en santé mentale et soutien psychosocial. Ainsi, Médecins du Monde s'intéresse aux déterminants qui influencent la santé mentale et cible les situations de vulnérabilité psychique. L'organisation implique les personnes concernées dans la mise en place de réponses de santé publique adaptées.

PRISE EN COMPTE DES DÉTERMINANTS INDIVIDUELS ET SOCIAUX DE LA SANTÉ

Médecins du Monde développe des services de santé qui prennent en compte les déterminants sociaux de la santé, les besoins des personnes en lien avec leur âge, leur genre ou leur situation de handicap, leurs pratiques et leurs conditions de vie. L'association s'est notamment dotée d'une politique de genre pour lutter contre les inégalités et discriminations qui impactent la santé des personnes. Ainsi, par exemple, elle intègre des analyses rapides de genre dans ses réponses humanitaires et travaille autour de la coresponsabilité en matière de santé dans la prévention des grossesses non désirées chez les adolescents.



« Médecins du Monde rejette toutes formes d'inégalité et d'injustice et défend une justice environnementale. Celle-ci constitue le socle de nos interventions et un axe de plaidoyer fort. »

Positionnement Santé environnement de Médecins du Monde, mai 2024

Sur de nombreux terrains d'intervention, Médecins du Monde rencontre des personnes précarisées et vulnérables, confrontées à des environnements d'habitat et/ou de travail dégradés qui ont des conséquences sur leur santé. Forte de ses valeurs en faveur de la justice sociale, l'association défend l'accès pour toutes et tous à un environnement de qualité et dénonce les inégalités environnementales de santé depuis 1993, avec les premiers projets santé-habitat.

Ainsi, nous rencontrons des personnes précarisées contraintes de vivre dans des lieux dégradés, des habitats informels, temporaires, indignes et soumis à des risques d'expulsion. Ces lieux se situent souvent dans des zones éloignées des services, non raccordées à l'eau ou à l'assainissement ou de manière non sécurisée, exposées à des pollutions (anciens sites industriels, déchetteries, usines à haut risque, axes autoroutiers ou ferroviaires...), sans espaces naturels de qualité à proximité. Dans certains cas, les situations s'apparentent à du racisme environnemental, avec des personnes racisées systématiquement plus exposées que les autres à la pollution et empêchées d'accéder à un environnement de qualité.

Dans ce contexte, Médecins du Monde s'attache à réduire ces inégalités à travers des maraudes de médiation en santé et de prévention, parfois médicalisées. En Bulgarie, nous travaillons ainsi avec les communautés du quartier ghettoisé de Nadezhda à un environnement plus favorable à la santé, en lien avec la municipalité. À Manille, aux Philippines, nous sensibilisons les communautés

aux risques liés aux produits chimiques présents dans leur environnement, particulièrement le plomb qui peut avoir des effets irréversibles sur les enfants et les femmes enceintes.

Médecins du Monde témoigne par ailleurs de conditions d'emploi et de travail dégradées qui ont des conséquences directes sur la santé physique, mentale et sociale de personnes invisibilisées, qui souvent n'ont pas accès à l'ensemble de la protection sociale. À Bordeaux, nous travaillons ainsi avec des livreurs de repas des plateformes numériques qui subissent un rythme de travail effréné. Ces conditions de travail impactent leur santé mentale et les exposent à des risques considérables d'accidents et conséquences physiques. Par ailleurs, au Népal, nous menons des actions de sensibilisation aux risques liés à la collecte de déchets et à l'exposition aux pesticides dans l'activité agricole, d'amélioration de la couverture vaccinale antitétanique, de distribution d'équipements de protection, d'accès à des consultations de santé au travail, ou encore des formations des professionnels de santé sur ces enjeux.

IDENTIFIER ET DÉNONCER LES INJUSTICES ENVIRONNEMENTALES

Les activités développées visent aussi à renforcer le pouvoir d'agir des personnes concernées, leurs capacités de décision et d'influence sur leur environnement et sur leur vie. Nous soutenons les initiatives collectives et d'auto-organisation, comme la Maison des livreurs à Bordeaux (France), les associations de maraîchères à Kinshasa (République démocratique du Congo), ou encore les associations de collecteurs recycleurs de déchets à Katmandou (Népal).

L'objectif de Médecins du Monde est de développer un plaidoyer pour la justice environnementale, en particulier en ciblant l'action sur les facteurs environnementaux de la santé. Nous souhaitons d'une part renforcer le recueil de données et la recherche sur nos projets, afin que les impacts des environnements pollués sur la santé soient reconnus. Nous voulons aussi dénoncer les scandales sanitaires et les situations d'injustices dont nous sommes témoins,

SANTÉ ENVIRONNEMENT

dans l'objectif de leur résorption, et plus globalement pour accompagner les changements collectifs pour des environnements de vie et de travail favorables à la santé.

Médecins du Monde a ainsi accéléré la création d'alliances, non seulement sur les questions d'habitat et de mal-logement, mais aussi sur des problématiques plus récentes comme celle des pesticides avec Générations futures, le collectif Secrets toxiques et le partenariat sur la Semaine internationale pour des alternatives aux pesticides. Nous visons également la promotion des facteurs protecteurs pour la santé, notamment d'un environnement de qualité pour vivre, se nourrir, se soigner. Un axe indispensable pour passer d'une stratégie de défense à une stratégie proactive, dans la logique d'une approche « Une seule santé » et en faveur de plus de justice environnementale.

Agir pour plus de justice environnementale, c'est aussi accompagner les personnes concernées dans leur plaidoyer en faveur de leurs droits et de leur santé, pour réduire les inégalités environnementales. À Kinshasa, cela se traduit par la demande d'un meilleur contrôle des importations de pesticides non homologués pour éviter que les produits les plus nocifs ne se retrouvent sur le marché.

Nous développons également avec les services de santé au travail des consultations médicales adaptées aux risques professionnels liés à l'activité de maraîchage, et travaillons avec les partenaires médico-sociaux à des dispositifs permettant de lever la barrière financière d'accès aux soins pour les maraîchers, les maraîchères et leurs familles.



« Militer pour un accès plus juste et plus efficace aux soins et aux droits ici et là-bas en promouvant la place de nos partenaires locaux et en développant la complémentarité de nos partenariats opérationnels, ensemble avec le Réseau international MdM. »

Extrait du plan stratégique 2024-2027
de Médecins du Monde

En France et à l'international, les relations partenariales font partie intégrante de l'identité de Médecins du Monde. Indispensables et stratégiques, ces alliances renforcent notre capacité à construire et porter les combats de l'association, à potentialiser nos résultats et la réponse aux besoins des populations au niveau opérationnel tout en facilitant l'accès à des financements. Plus spécifiquement, les partenariats avec des organisations locales et nationales permettent d'adapter de manière plus fine nos actions aux réalités locales et l'appropriation des projets par les communautés elles-mêmes. Face à des crises humanitaires toujours plus nombreuses et complexes, Médecins du Monde a fait du développement de son modèle partenarial une de ses priorités et poursuit sa recherche d'alliances locales et nationales plus équitables et transparentes, basées sur un rapport de complémentarité et non de domination. Un moyen de limiter toute dérive néocoloniale que pourrait engendrer l'action humanitaire.

À l'international, Médecins du Monde soutient la capacité d'agir des acteurs en présence, moteurs de changement social dans les combats liés à la santé. L'association coordonne par exemple en Amérique latine le programme Feminist Opportunities Now (FON), lancé en 2022 dans dix pays par un consortium de cinq organisations pour répondre aux violences liées au genre à travers le financement et le renforcement des capacités d'organisations

féministes. Le dispositif cible en priorité les organisations de petite taille, travaillant avec des populations particulièrement vulnérables aux violences liées au genre. Une trentaine d'organisations sont accompagnées au Mexique et en Colombie à travers des formations en diversification de fonds, gestion des risques, plaidoyer, gestion financière et procédures d'achat ou encore gestion du bénévolat. Actuellement, 22 organisations féministes de la société civile sont soutenues financièrement par le programme FON en Amérique latine et 16 d'entre elles sont accompagnées dans leurs initiatives de plaidoyer.

DES ALLIANCES RICHES ET DIVERSIFIÉES

Pour garantir des partenariats plus horizontaux et mieux adaptés aux défis auxquels font face les populations fragilisées, l'association a réaffirmé en 2024 son objectif de diversification de ses partenariats pour renforcer l'efficacité de ses projets, en répondant mieux aux déterminants de santé des populations et aux besoins spécifiques des groupes vulnérables. Elle vise aussi le développement d'alliances avec des acteurs qui permettent de mieux comprendre les réalités et les aspirations des publics marginalisés ou précarisés. À ce titre, INPUD (International Network of People who Use Drugs) est partenaire d'un projet que Médecins du Monde mène en consortium auprès des personnes usagères de drogues. Ce réseau communautaire s'assure de la représentation des personnes concernées dans le projet et leur participation active à la recherche, en

**Médecins
du Monde a fait
du développement
de son modèle
partenarial
une de ses priorités
et poursuit
sa recherche
d'alliances locales
et nationales
plus équitables
et transparentes,
basées sur
un rapport de
complémentarité et
non de domination.**

LES PARTENARIATS

impliquant des chercheurs issus de la communauté aux côtés de deux autres acteurs de recherche : le Burnet Institute et l'Université de Bristol. Dans le monde de la recherche, le partenariat avec l'Institut Convergences Migrations (ICM) permet de soutenir le développement de projets collaboratifs de recherche-action sur les migrations dans le contexte palestinien. Cette démarche contribue à faciliter mais aussi encourager la mise en œuvre rapide et efficace d'initiatives de recherche susceptibles de répondre à des besoins urgents, en étroite collaboration avec les acteurs locaux et les équipes de recherche.

En France, l'association défend à travers ses partenariats un système de santé équitable et solidaire accessible à toutes et tous sans discrimination et lutte contre la financiarisation grandissante du système de santé. L'association s'est associée notamment au Tour de France pour la santé qui réunit des collectifs et syndicats de professionnels

de santé pour dénoncer la dégradation rapide du système, au niveau hospitalier ou pour les structures de premier recours, et proposer un autre modèle mieux adapté aux besoins de la population. L'association a aussi établi un partenariat avec le collectif Nos services publics pour dénoncer la casse des services publics et ses conséquences désastreuses pour les plus précaires. D'autres alliances se développent avec des réseaux de soignantes et soignants ou des associations féministes pour défendre l'Aide médicale de l'État contre les nombreuses attaques dont elle fait l'objet.

Médecins du Monde va poursuivre en 2025 son travail en étroite collaboration avec les associations communautaires pour mutualiser les différentes expertises et construire ainsi des dispositifs, des actions et des stratégies de plaidoyer pour faire émerger des changements durables.



PLAIDOYER

RESPECTER LES DSSR PARTOUT DANS LE MONDE

Dans un contexte global de recul des droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, Médecins du Monde a renforcé son combat pour les droits et la santé sexuels et reproductifs, un enjeu de santé publique, d'égalité de genre et de défense des droits humains. Nos actions ont permis des avancées notables, comme l'adoption d'un guide sur le cancer du col de l'utérus au Burkina Faso, l'intégration du dépistage des infections à papillomavirus et de l'auto-prélèvement en République démocratique du Congo et un assouplissement du cadre légal sur l'avortement en Côte d'Ivoire. Médecins du Monde a également contribué à la gratuité du certificat médical pour les victimes de violences sexuelles au Burkina Faso et soutenu une initiative pour promouvoir l'éducation à la sexualité aux Philippines. En Afrique francophone, nous avons renforcé notre participation au mouvement ODAS (Organisation pour le dialogue sur l'avortement sécurisé) notamment, à travers la création d'une université militante. Nous poursuivons aussi notre participation active au Groupe de travail technique de l'Unesco sur l'éducation sexuelle.

Pour le droit d'avorter

Alors que de nombreuses menaces pèsent sur le droit à l'avortement, Médecins du Monde a co-organisé un événement aux Nations unies sur cet enjeu majeur, appelant les États, dont la France, à défendre fermement ce droit face aux pressions. Si nous saluons l'intégration de la liberté d'avorter dans la Constitution française en 2024, renforcer ce droit ne suffit pas. C'est pourquoi l'association a soutenu diverses initiatives locales, telles la halte-famille pour les femmes sans solution d'hébergement après la maternité à Nantes, l'accès au dépistage des hépatites B et C dans les Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (Lyon, Montpellier), et le soutien au réseau santé sexuelle métropole à Rouen.

ÉVÈNEMENT

FAIRE CORPS

À l'occasion de la Journée mondiale du droit à l'avortement, Médecins du Monde a organisé le 28 septembre l'événement « Faire corps », au Ground Control à Paris. Militant, pédagogique et festif, ce nouveau rendez-vous a attiré 3 800 personnes autour d'ateliers, d'animations et de débats destinés à renforcer la mobilisation citoyenne en faveur de la santé sexuelle et reproductive et à proposer des alternatives engageantes et réalistes pour une société plus juste.

Faire sauter les tabous

Côté débats, cinq *talks* ont rythmé la journée pour explorer des sujets tels que la justice reproductive, les moyens de rendre l'avortement plus accessible et sûr en Europe, la place des hommes dans ce combat ou encore le poids des tabous autour de l'IVG. Les discussions ont réuni notamment l'autrice afropéenne Axelle Jah Njiké, la comédienne et autrice Enora Malagré ou encore l'influenceur Guillaume Fournier.

Les enfants et les adolescents n'ont pas été oubliés par cette journée participative, dont la programmation comprenait plusieurs ateliers d'éducation à la vie affective et sexuelle, adaptés selon les âges. Professeure des écoles et créatrice du podcast « C'est quoi l'amour, maîtresse ? », Lolita Rivé a animé des discussions autour de la connaissance du corps tandis que l'association Brûlant·e·s et la compagnie théâtrale T-Rêve ont évoqué les infinies nuances des désirs et des émotions. Pour les plus grands, l'expérience immersive et sonore *The Unheard voice* a mis en avant des témoignages de femmes italiennes ayant subi des violences psychologiques lors de leur avortement. La standupeuse Laura Domenge a clôt la journée en humour à travers une intervention sur les tabous liés à l'avortement, une façon ironique et décalée d'aborder un débat toujours d'actualité.

PLAIDOYER ET CAMPAGNES

#OUIJAIAVORTE : LEVONS LES TABOUS AUTOUR DE L'AVORTEMENT

- Julie Caron, responsable éditorial chez aufeminin
- Énora Malagré, comédienne et autrice
- Bibia Pavard, historienne
- Axelle Jah Njiké, autrice afropéenne & dramaturge



**« Certes, l'avortement
est entré dans la constitution
mais il y a encore beaucoup
de désinformation
sur ce sujet. »**

Enora Malagré, comédienne et autrice

CAMPAGNE

T'AS PAS UNE MINUTE ?

Réplique indissociable des recruteurs de donateurs croisés dans la rue, l'accroche « T'as pas une minute ? » était le fil rouge choisi pour la campagne de sensibilisation lancée en décembre 2024 par Médecins du Monde. Développée en partenariat avec le studio Konbini, l'opération visait un public jeune pour proposer une pédagogie efficace et engageante autour des combats et des valeurs de l'association. Pendant quatre semaines, des ambassadeurs de Médecins du Monde ont débarqué par surprise sur les réseaux sociaux mais aussi dans les contenus d'influenceurs et de personnalités qui ont accepté de se prêter au jeu, pour capter l'attention de manière décalée et mieux déconstruire des idées reçues sur l'association.

Des combats plus accessibles

Avec un ton neuf et un angle nouveau, cette campagne a ainsi mis en avant un combat moins connu du grand public mais devenu une priorité de Médecins du Monde, celui de la santé environnementale, qui s'adresse aux personnes dont le lieu de vie ou le travail

s'avère dangereux pour la santé. La campagne a aussi mis en valeur les actions menées par l'association en France et l'approche spécifique de Médecins du Monde pour un impact durable de son action à travers l'*empowerment*, le développement social ou l'action conjointe et collective avec les populations concernées.

Diffusée sur les réseaux sociaux, la campagne a également été relayée dans les salles de cinéma,

sur les plateformes de *replay* ou de *streaming* et à travers 16 collaborations avec des créateurs de contenus. Pari réussi : en un temps record, l'opération a généré plus de 31 millions de vues. Un engagement fort autour de la justice sociale et un impact positif pour la visibilité de l'association.

« T'as pas une minute ? Tu crois que Médecins du Monde, ce n'est que pour les urgences à l'autre bout de la terre ? Et bien, détrompe-toi. En France aussi, on a des défis de santé, parfois juste en bas de chez toi. »

Laura, ambassadrice.

PLAIDOYER

LOI IMMIGRATION : LES PERSONNES EXILÉES PORTENT LE PLAIDOYER

En 2024, Médecins du Monde s'est mobilisée contre la loi Asile et immigration, énième texte législatif abîmant les droits des personnes exilées. Au cours de ce long feuilleton politique, les enjeux de santé ont été au centre de l'attention en France. Le dangereux scénario de la suppression de l'Aide médicale de l'État (AME), qui réduirait considérablement les droits des personnes sans titre de séjour, menaçait les personnes concernées et inquiétait les personnels dans les domaines médicaux et sociaux. Dans ce contexte tendu de débats, nous avons coorganisé une première conférence de presse portée par des personnes exilées, concernées par chacun des enjeux de cette loi. Un membre du Collectif de sans-papiers de Montreuil a ainsi porté un plaidoyer fort en faveur de l'AME devant les journalistes venus en nombre.

Pour d'autres politiques d'accueil

Imaginé par un collectif d'associations, dont Médecins du Monde, un « Parlement de rue pour un autre accueil des personnes exilées » s'est ensuite tenu à Nancy, place Stanislas, en juin 2024. Un groupe de femmes et d'hommes ont co-écrit et joué devant 600 personnes une performance théâtrale mêlant émotions liées à l'exil, impression d'absurdité face aux démarches administratives et références au débat public, entre sentiment d'accueil et de rejet. Un forum associatif festif et engagé a suivi, proposant au grand public un décryptage des effets déléteurs de la loi Immigration. Rendu possible grâce au travail important de la délégation Lorraine au sein d'un collectif d'associations et de personnes concernées, cet événement a pris un sens politique singulier. Organisé le 29 juin, veille du premier tour des élections législatives, elle a en effet donné à entendre d'autres voix, dans un contexte de monopolisation des débats par l'extrême droite.



En 2024, l'exacerbation des tensions à travers le monde confirme que nous traversons une crise d'ampleur qui met plus que jamais au défi l'action humanitaire. Face à des crises multiples dans des environnements instables, les équipes de Médecins du Monde sur le terrain ont dû s'adapter sans cesse pour assurer l'accès à la santé et aux soins. En Palestine, la violence contre la population civile a atteint une intensité dramatique, avec une situation humanitaire très complexe à Gaza et des répercussions en Cisjordanie et au Liban. Partout, nous observons des violations graves du droit international humanitaire et un manque de protection criant de la population, des acteurs humanitaires et du personnel de santé.

Face à la destruction du système de santé à Gaza, les équipes de Médecins du Monde assurent des milliers des consultations mensuelles en soins de santé primaire, en prenant particulièrement en charge les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les malades chroniques, malgré de lourdes contraintes logistiques et sécuritaires.

Dans ce contexte instable, l'association a continué à défendre le droit à la santé dans une perspective opérationnelle mais aussi à travers ses actions de plaidoyer, avec de multiples prises de paroles pour dénoncer la situation, appeler au respect du droit international humanitaire et exiger un cessez-le-feu permanent.

En 2024, Médecins du Monde a par ailleurs poursuivi la consolidation de sa stratégie opérationnelle, en se concentrant sur un nombre plus restreint de pays d'intervention tout en amplifiant le nombre d'opérations dans ceux où l'organisation était déjà présente. De multiples missions exploratoires ont ainsi été menées comme à Mindanao, aux Philippines, en Afghanistan ou encore au Kivu en République démocratique du Congo. Cette dynamique a aussi permis de lancer de nouveaux projets en lien avec

nos différents combats politiques : l'ouverture d'une base dans la région de Katsina, au nord-ouest du Nigeria, l'intervention dans la région du Darién au Panama, l'extension du projet de prise en charge du cancer du col de l'utérus à la région de San Pedro au sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

L'année 2024 a aussi vu des programmes fermer, en Moldavie, en Malaisie. En Russie, l'association a été forcée par les autorités de quitter le territoire et d'abandonner toutes ses activités, sans dialogue possible et sans recours à cette décision unilatérale. Médecins du Monde a tout mis en œuvre pour assurer un soutien à ses partenaires locaux malgré l'absence physique, pour ne pas pénaliser les dynamiques de collaboration et assurer une continuité de soins pour les personnes bénéficiant des projets.

DES RÉPONSES ADAPTÉES À L'URGENCE

En 2024, un nouveau partenariat opérationnel en mer Méditerranée a été établi avec l'ONG ResQ People, dans le cadre d'un accord tripartite avec Médecins du Monde Italie. Cette collaboration a permis de réaliser deux rotations conjointes en mer en décembre. L'association a apporté son soutien à ResQ People pour la mise en place de protocoles, le recrutement de personnel médical, la formation des équipes, l'approvisionnement en matériel médical et la gestion de la clinique à bord.

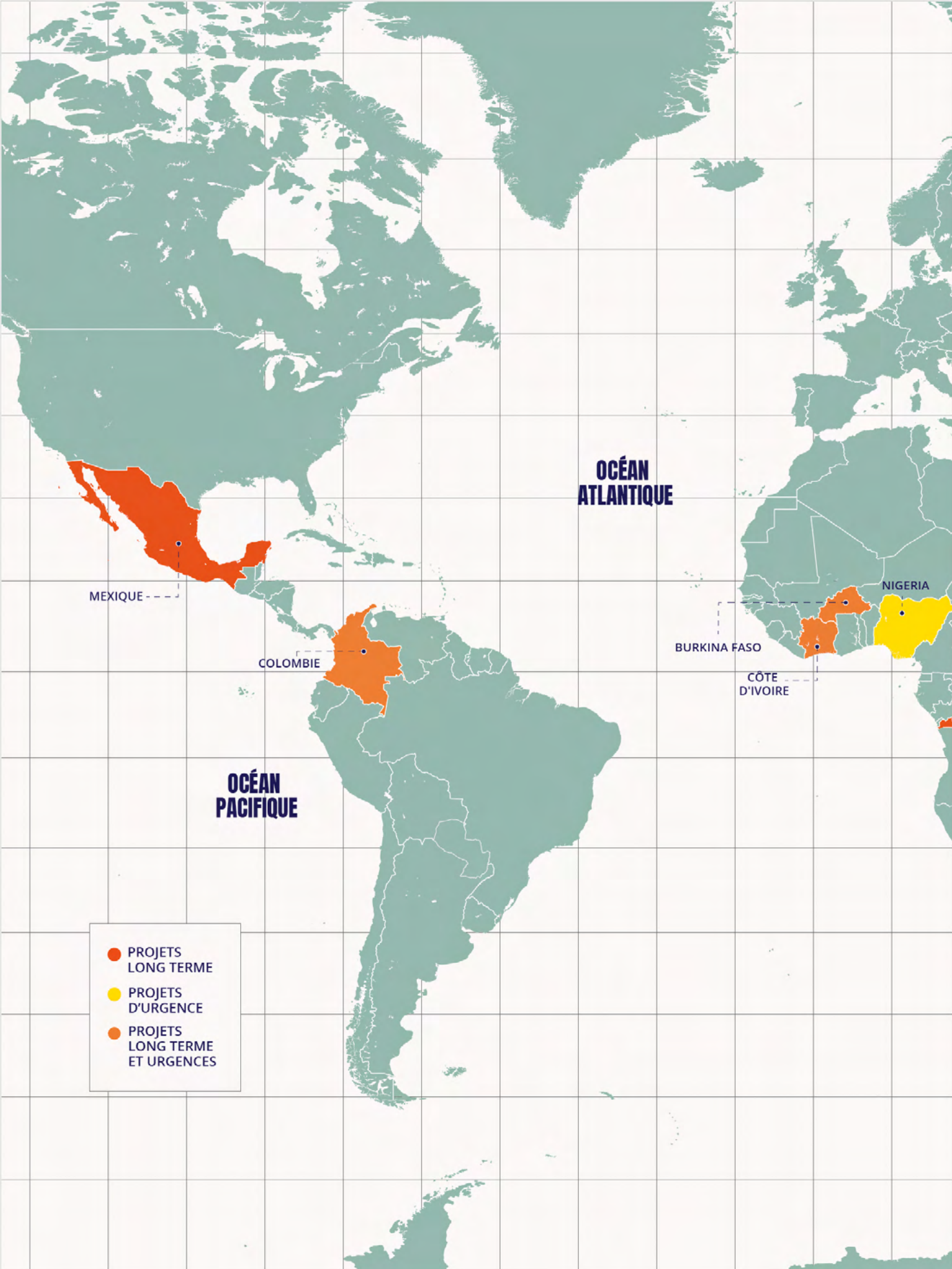
Dans un contexte qui se dégrade fortement, nos interventions en Afghanistan, en Syrie, au Myanmar, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Kenya ou au Yémen se poursuivent et se renforcent. En Syrie, nos équipes ont pu à nouveau se déplacer à Damas et constater les conséquences dramatiques des années de guerre sur la population dans des régions auparavant inaccessibles. Le système de santé syrien est exsangue, avec seulement 37 % des centres de santé primaire et 59 % des hôpitaux en état de fonctionner.

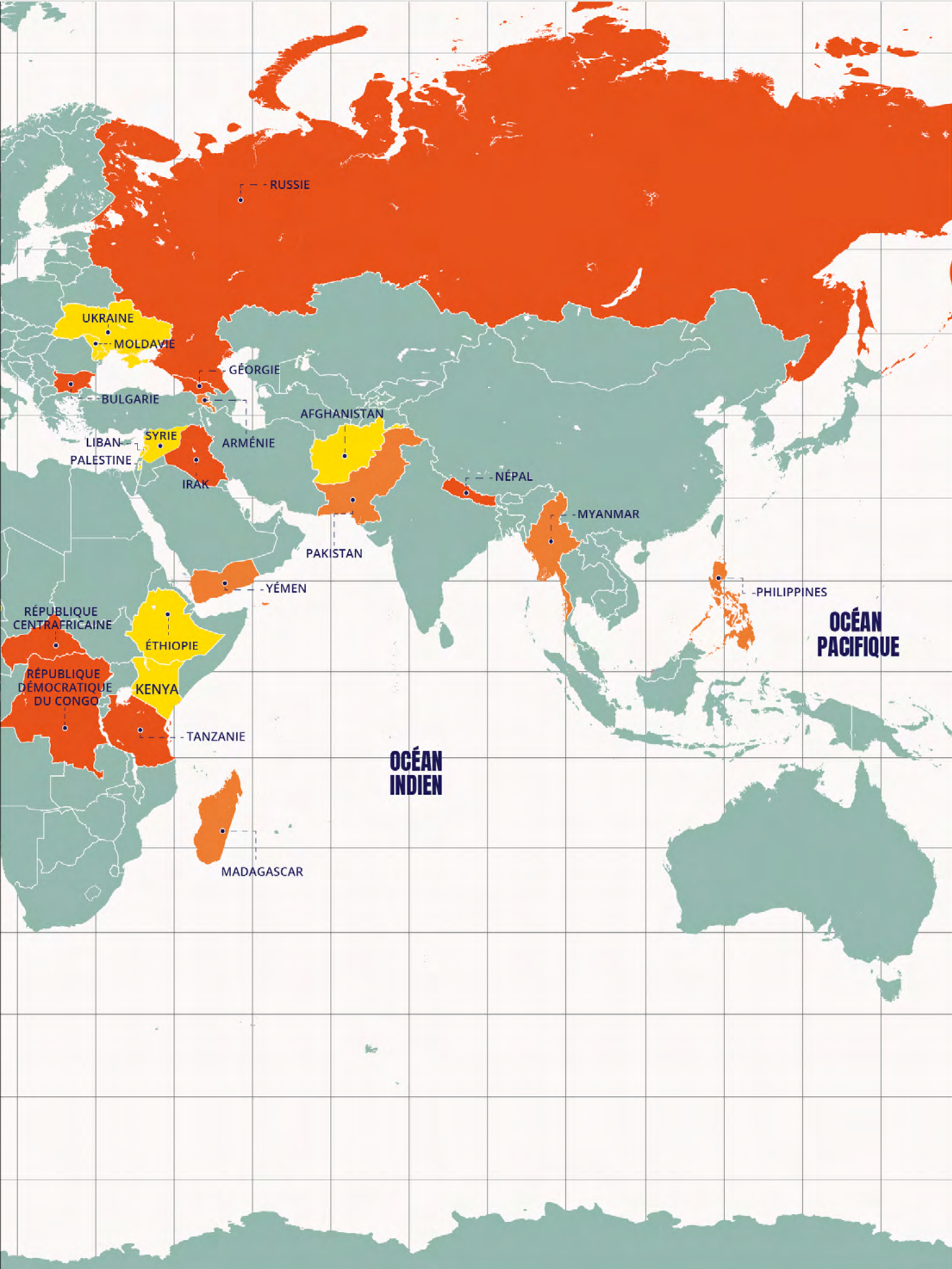
OPÉRATIONS INTERNATIONALES

Médecins du Monde adopte également des approches innovantes pour répondre aux besoins identifiés sur le terrain. En Ukraine, par exemple, nous développons des consultations de télé-médecine auprès des populations âgées pour pallier le manque de soignants. En Irak, nous avons démarré un projet de réduction des risques auprès des consommateurs de stimulants non injectables à Bagdad. L'objectif est de mieux comprendre

le phénomène, ses répercussions sur la santé publique et d'appuyer le ministère de la Santé dans sa stratégie d'accompagnement des personnes usagères de drogues. En Tanzanie et en République centrafricaine, nous travaillons par ailleurs au transfert de compétences à des partenaires dans les pays voisins.







AFRIQUE

9 PAYS 31 PROJETS

BURKINA FASO 4 PROJETS

CÔTE D'IVOIRE 5 PROJETS

ÉTHIOPIE 3 PROJETS

KENYA 1 PROJET

MADAGASCAR 7 PROJETS

NIGERIA 1 PROJET

**RÉPUBLIQUE 2 PROJETS
CENTRAFRICAÎNE**

**RÉPUBLIQUE 5 PROJETS
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

TANZANIE 3 PROJETS DONT CUTTS HepC



NIGERIA

DE VIOLENCES ARMÉES EN CATASTROPHES NATURELLES

Au Nigeria, près de 8 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire urgente. Minée par les violences de groupes armés, la situation est particulièrement dramatique dans les États du nord-est du pays comme Borno, Adamawa et Yobe, où on dénombre plus de 2 millions de déplacés internes qui se retrouvent sans accès stable à un abri, à l'eau potable, à la nourriture et aux services de santé. Les inondations massives de septembre ont encore aggravé la crise nigériane : des milliers de familles ont été contraintes de fuir, vers les camps de Maiduguri notamment, et de nombreux centres de santé ont été inondés. Au nord-ouest, l'État de Katsina est quant à lui ravagé par le banditisme armé : plus de 2 000 personnes ont été tuées dans des incidents violents en 2024.

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS

Face à ces lourdes problématiques, Médecins du Monde a maintenu ses activités en 2024 dans l'État de Borno, au nord-est du pays. Dans la ville de Maiduguri, qui accueille des milliers de personnes déplacées, l'association appuie deux centres de soins de santé primaire, Dalaram et Abbaganaram, afin de renforcer leur autonomie : droits et santé

**En 2024,
147 991 consultations
curatives
ont été réalisées
au Nigeria.**

sexuels et reproductifs, prise en charge de personnes souffrant de malnutrition aiguë ou des survivantes et survivants de violences basées sur le genre. Les équipes proposent également des services de

santé gratuits à travers deux cliniques à Damboa, appuient un centre de santé primaire et organisent des services de clinique mobile à Katsina et dans les villages alentours. En 2024, l'ensemble de ces activités ont notamment permis de réaliser 38 249 consultations prénatales, le dépistage de 39 089 enfants de moins de 5 ans pour la malnutrition et la prise en charge de 529 survivantes et survivants de violences basées sur le genre.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

DES URGENCES EN SOINS EN SANTÉ SEXUELLE

En 2024, on estime que 7,7 millions de personnes risquaient d'être exposées à des violences basées sur le genre en République démocratique du Congo. Physiques, sexuelles ou sexistes, les violences sont notamment alimentées par les conflits armés et les mouvements de population qui ravagent l'est du pays depuis des décennies. Par ailleurs, seules 31 % des femmes et des filles congolaises prennent elles-mêmes des décisions sur leur santé, notamment le choix d'avoir un enfant ou non. 16 % des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisent une méthode moderne de contraception et quatre femmes en moyenne décèdent pendant l'accouchement ou au cours de leur grossesse chaque heure dans le pays.

DÉPASSER LES TABOUS

Présent à Kinshasa depuis la fin des années 1990, Médecins du Monde développe depuis 2014 un programme destiné aux jeunes pour améliorer leur accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Le programme implique la prévention et la prise en charge des grossesses non-intentionnelles et des infections sexuellement transmissibles en assurant l'accès à une information fiable, à des méthodes modernes de contraception, à des consultations médicales adaptées ou encore à des soins complets d'avortement. L'association a ainsi réalisé 11 440 consultations en droits et santé sexuels et reproductifs en 2024. Médecins du Monde lutte en parallèle activement contre les tabous sur la sexualité largement ancrés dans la société à travers un travail de sensibilisation. Les équipes identifient et forment des personnes relais, des pairs éducateurs et des animateurs pour qu'ils puissent à leur tour organiser des séances de sensibilisation auprès de leurs communautés.

**En 2024, Médecins du Monde
a accompagné médicalement
258 personnes victimes
de violences basées sur le genre
en République démocratique
du Congo.**



KENYA

UN NOUVEAU PROGRAMME D'URGENCE

Entre 2020 et 2023, le Kenya a traversé sa plus grave sécheresse des quatre dernières décennies. Une catastrophe qui a plongé le pays dans une crise nutritionnelle et sanitaire majeure, provoquant également d'importants déplacements de populations. La saison des pluies dévastatrice de 2024, liée au phénomène météorologique La Niña, a coûté la vie à près de 300 personnes et des centaines de milliers de Kenyans ont dû quitter leurs habitations pour échapper aux intempéries meurtrières détruisant tout sur leur passage. Les inondations ont aussi balayé les routes et les structures de santé, mettant à mal la reconstruction, l'organisation des secours et la prise en charge d'épidémies de choléra, de rougeole, de soins de santé sexuelle et reproductive.

SOUTENIR LES CENTRES DE SANTÉ DANS LE COMTÉ DE MARSABIT

Médecins du Monde, qui avait quitté le Kenya en 2020, a relancé sa mission dans le pays en 2024 pour mener un diagnostic des besoins avant de débiter en septembre des activités dans le comté de Marsabit, une région aride du nord du pays.

134 promoteurs et assistants de santé communautaire ont été formés en droits et santé sexuels et reproductifs au Kenya.

Lancé sur fonds propres, le projet vise à renforcer les capacités du système de santé pour les populations locales et déplacées en améliorant le référencement médical, en appuyant les structures de santé et en sensibilisant aux droits en santé sexuelle et reproductive. Les activités ont déjà permis en 2024 de réparer des ambulances et de former des personnels de santé communautaire en droits et santé sexuels et reproductifs.

Les équipes de Médecins du Monde accompagnent aussi le Département de la Santé du comté de Marsabit dans la supervision des centres de santé.

BURKINA FASO

UNE CRISE HUMANITAIRE MASSIVE MAIS NÉGLIGÉE

La crise qui secoue le Burkina Faso continue de toucher lourdement les civils. Plus de 2 millions de personnes, soit environ 10 % de la population, sont déplacées à l'intérieur du pays. La tendance s'est accentuée en 2024, avec 342 155 nouvelles personnes contraintes de fuir leur lieu de vie entre janvier et novembre. Marquée par la violence armée mais aussi par des chocs climatiques tels que la sécheresse ou les inondations, la dégradation de la situation a accentué les vulnérabilités, en particulier l'insécurité alimentaire et le manque d'accès à l'eau et aux soins de santé essentiels. On estime que 6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire à travers le pays actuellement, dont 52 % de femmes et 56 % d'enfants. Les infrastructures de santé sont attaquées ou insuffisantes : plus de 424 (17,7 %) centres de santé ont dû fermer en 2024 et 309 autres (12,9 %) fonctionnent à minima.

GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE

Face aux urgences multiples, Médecins du Monde déploie depuis 2020 un programme humanitaire à Kongoussi, au centre-nord du Burkina Faso. Les équipes sur place ont mis en place des cliniques mobiles, des postes de santé avancés et appuient des centres de santé afin de proposer des soins de santé primaire gratuits, la prévention et la prise en charge des violences liées au genre, des consultations en santé mentale et un soutien psychosocial dans certaines zones où se concentrent de nombreuses personnes déplacées. Médecins du Monde poursuit également un programme de réponse rapide en santé-nutrition et a pu mettre en place un bloc opératoire au centre médical de Bourzanga, une ville totalement enclavée, pour répondre aux urgences médico-chirurgicales.

**En 2024,
476 467 patients
ont été pris
en charge pour
des consultations
médicales
au Burkina Faso.**



MOYEN-ORIENT

5 PAYS 11 PROJETS

IRAK 1 PROJET

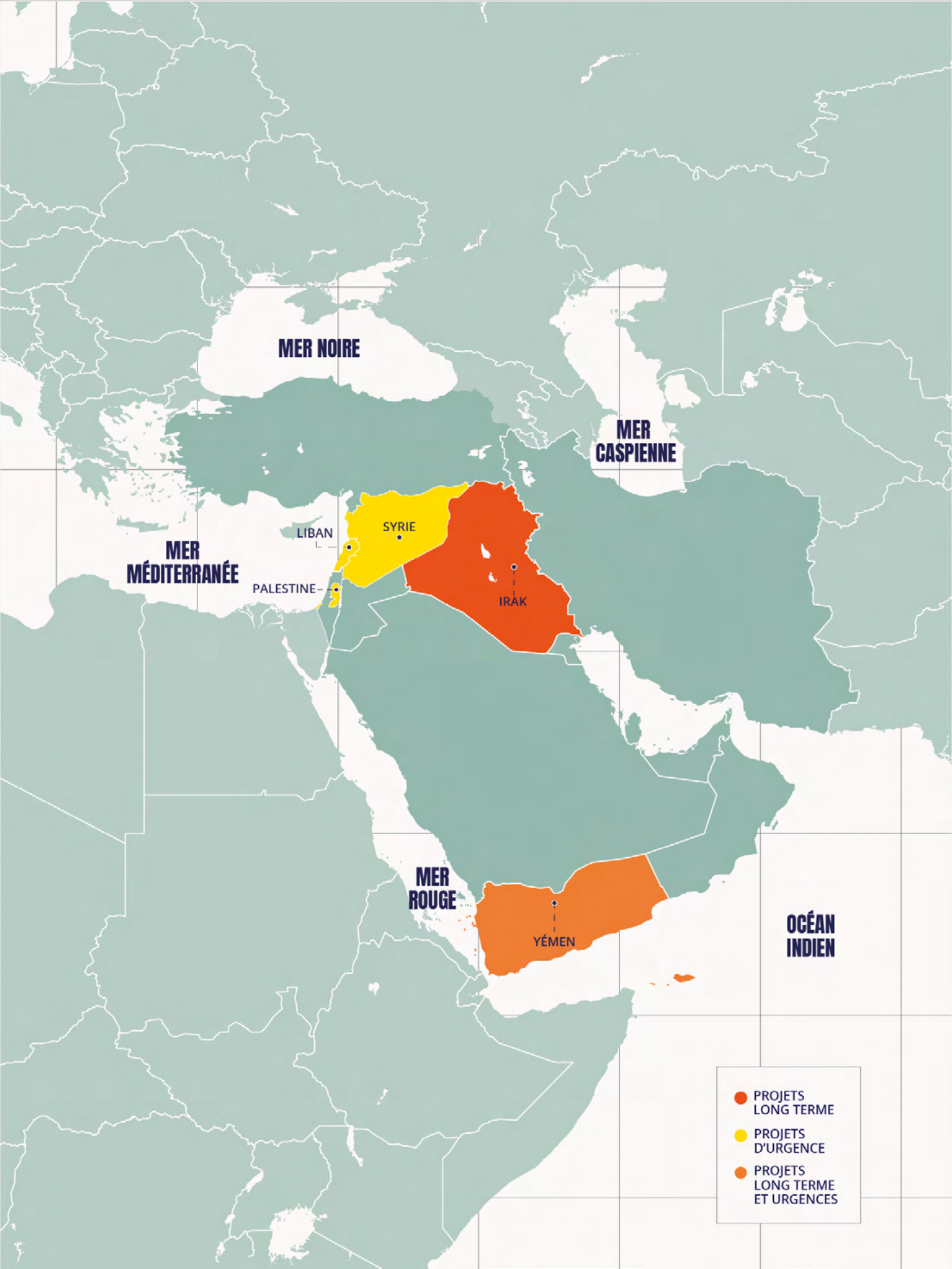
LIBAN 4 PROJETS

PALESTINE 3 PROJETS

SYRIE 1 PROJET

YÉMEN 2 PROJETS

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes au Moyen-Orient
sur medecinsdumonde.org



PALESTINE

UNE PRISON À CIEL OUVERT

L'attaque meurtrière du Hamas contre des civils israéliens, le 7 octobre 2023, a déclenché une riposte massive de l'armée israélienne sur la bande de Gaza, l'un des territoires les plus densément peuplés au monde. Plus de 48 500 personnes ont été tuées, majoritairement des femmes et des enfants, plus de 112 000 blessées et près de 2 millions déplacées. Les bombardements et les ordres de déplacements forcés aggravent la crise humanitaire et contraignent la population à subir un cycle de violences sans fin tandis que la nourriture, l'eau, les abris et les soins médicaux se font de plus en plus rares. Selon le rapport de Médecins du Monde sur la malnutrition dans l'enclave palestinienne, près d'un bébé de moins d'un an sur quatre souffre de malnutrition, et 19 % des femmes enceintes et allaitantes sont atteintes de malnutrition aiguë en 2024.

MAINTENIR L'AIDE D'URGENCE

En réponse à cette violence qui ne faiblit pas, Médecins du Monde a continué de développer ses activités, au rythme épuisant des déplacements forcés et des bombardements, en proposant des consultations de soins de santé primaire à travers

Médecins du Monde mène un plaidoyer pour faire respecter le droit international humanitaire et apporter des soins de santé aux populations civiles en toute impartialité.

quatre centres de santé dans les régions de Khan Younes et Deir el-Balah, traitant notamment les maladies chroniques, les maladies transmissibles, et fournissant les premiers soins d'urgence, des soins de santé sexuelle et reproductive et des soins de santé mentale. Malgré les nombreux obstacles, les équipes sur place ont aussi permis de distribuer des médicaments et du matériel médical aux partenaires locaux.

En Cisjordanie, alors que

2024 a été l'une des années les plus meurtrières avec 498 morts causés par les violences armées, l'association a dispensé 4 294 consultations de soins de santé primaire et 825 consultations de santé mentale et soutien psycho-social dans les zones enclavées.

LIBAN

L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

Plus d'un an après le début de la guerre dans la bande de Gaza, le conflit s'est étendu au Liban. Déjà ébranlé par une longue crise économique et politique, le pays a subi à partir de septembre des attaques israéliennes répétées, en particulier à Beyrouth, dans la région de la Bekaa et au sud du pays. L'escalade de la violence a fait de nombreuses victimes : près de 3 700 morts et 15 700 blessés au 25 novembre 2024, selon le ministère libanais de la Santé publique. La crise a aussi provoqué le déplacement d'au moins 1,3 million de personnes, dépassant les chiffres de la guerre du Liban de 2006. Les hôpitaux, les installations d'eau et les écoles ont été endommagés ou détruits, perturbant l'accès aux services vitaux alors que les centres de soins de santé primaire restés fonctionnels ont été rapidement dépassés par l'afflux de patients.

PLAIDER POUR UN ACCÈS SÛR À L'AIDE HUMANITAIRE

Face à l'urgence sanitaire, l'équipe de Médecins du Monde a dû adapter ses activités en un temps record. Elle a renforcé son soutien aux centres de santé dans les régions de la Bekaa, Tripoli et Baalbek-Hermel en garantissant l'accès à des services de qualité pour les communautés déplacées et hôtes vulnérables, à travers notamment le don de médicaments et la dispense de formations aux professionnels de santé. Des unités médicales mobiles et des équipes de réponse rapide ont également été déployées pour fournir des soins d'urgence dans les zones à forte concentration de réfugiés. En 2024, l'association a réalisé 88 713 consultations de santé primaire et 12 772 consultations de santé mentale et soutien psycho-social au Liban.

**3,7 millions de personnes
ont besoin d'une aide
humanitaire au Liban.**



« Toutes les nuits, une question me hante : “Jusqu’à quand ?” C’est une question déchirante, sans réponse. Le sentiment de perte nous submerge : la perte de nos vies, de nos proches, de notre terre natale devenue si lointaine. Mon esprit dérive et soudain, je me rends tristement compte que j’ai commencé à compter le nombre de fois où j’ai été déplacée : huit, neuf... et combien d’autres encore ? Parmi mes amis, certains ont été déplacés plus de vingt fois. Nous nous retrouvons dans des rues que nous ne connaissons pas et qui ne nous connaissent pas, qui ne nous évoquent aucun souvenir. Pourquoi comptons-nous nos déplacements ? Qu’avons-nous fait pour mériter ces pertes, ces deuils, ces tourments ? »

Nour Z. Jarada, psychologue à Gaza.

Extrait du Journal d’une Gazaouie : « Ce qui me fait avancer, c’est l’espoir de rentrer chez moi », publié le 27 septembre 2024 dans *Libération*.





AMÉRIQUE LATINE

2 PAYS 7 PROJETS

COLOMBIE 4 PROJETS

MEXIQUE 2 PROJETS

**+ 1 PROJET TRANSVERSAL
FEMINIST OPPORTUNITIES NOW (FON)**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Amérique latine
sur medecinsdumonde.org



MEXIQUE

Océan
Atlantique

Océan
Pacifique

COLOMBIE

- PROJETS
LONG TERME
- PROJETS
D'URGENCE
- PROJETS
LONG TERME
ET URGENCES

COLOMBIE ET PANAMA

LE CAUCHEMAR DE LA JUNGLE DU DARIÉN

En 2024, environ 400 000 personnes ont traversé le « Tapón del Darién », une jungle marécageuse à la frontière entre la Colombie et le Panama, connue pour être l'un des parcours migratoires les plus dangereux du monde. Pendant les quatre à dix jours de route, les personnes migrantes risquent leur vie au quotidien et sont exposées aux maladies, à des violences physiques et sexuelles et à l'extorsion par des groupes criminels. Face à l'urgence humanitaire, Médecins du Monde a réorienté fin 2023 en Colombie son projet de prise en charge de la population migrante pour répondre à la crise dans le Darién. Les équipes sur place proposent un accès aux soins de santé primaire, en santé sexuelle et reproductive et en santé mentale ainsi qu'aux informations et actions d'auto-prévention essentielles pour la santé des personnes qui s'apprêtent à traverser la jungle. L'association est la seule présente dans le dernier camp avant la traversée, à Las Tecas (Acandí), où elle gère un poste de santé permanent ouvert sept jours sur sept.

NOUVELLES ACTIVITÉS AU PANAMA

Pour répondre aux besoins croissants des personnes qui traversent la jungle du Darién, Médecins du Monde a lancé des activités au Panama en juin 2024. À partir d'une base opérationnelle

située à Meteti, l'association intervient auprès de la Communauté de Bajo Chiquito et de Canaan Membrillo, les premiers camps accessibles après la traversée du Darién. Comme du côté colombien, elle propose des services complets de santé avec une approche de prise en charge plus curative et des

activités complémentaires en santé mentale et soutien psychosocial, en santé sexuelle et reproductive et de prise en charge des violences basées sur le genre.

**En 2024,
174 personnes
migrantes
sont mortes
en traversant
le Darién
selon l'ONU.**

COLOMBIE

L'ÉTAU DES VIOLENCES LIÉES AU GENRE

En Colombie, les droits des populations civiles sont toujours menacés par différents groupes armés. Le contexte de conflit au sein du pays impose des dynamiques de contrôle des populations qui exacerbent les violences liées au genre et particulièrement à l'encontre des femmes indigènes et afro-descendantes et des personnes LGBTQIA+. Déposer une plainte formelle dans ce contexte s'avère par ailleurs très difficile : selon l'organisation colombienne CODHES (Comité pour les droits humains et les déplacements), 97 % des cas de violence sexuelle dans le contexte des conflits armés et des déplacements forcés restent impunis.

SOUTENIR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Outre ses actions de renforcement des soins de santé primaire d'urgence, Médecins du Monde met l'accent sur la protection des victimes de violences sexuelles en Colombie. Dans des centres de santé de Nariño, Cauca, Valle del Cauca, Chocó et Amazonie, l'association appuie la mise en place de projets et d'ateliers destinés aux communautés, aux institutions de soins de santé et aux dirigeants communautaires sur des questions comme la violence domestique, la violence liée au genre et la violence sexuelle. Alors que de nombreux obstacles entravent l'accès à l'IVG, particulièrement dans les zones les plus vulnérables, les équipes informent et orientent les bénéficiaires sur la procédure d'accès à l'avortement et les soins de suivi, et pratiquent l'IVG médicamenteuse jusqu'à douze semaines. Via la Fondation Médecins du Monde, l'association soutient également le mouvement Causa Justa, un collectif féministe militant pour les droits sexuels et reproductifs créé en 2018 par la Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres.



**7 658 consultations
en santé sexuelle
et reproductive
ont été réalisées en
2024 en Colombie.**

EUROPE

6 PAYS 9 PROJETS

BULGARIE 1 PROJET

MOLDAVIE 1 PROJET

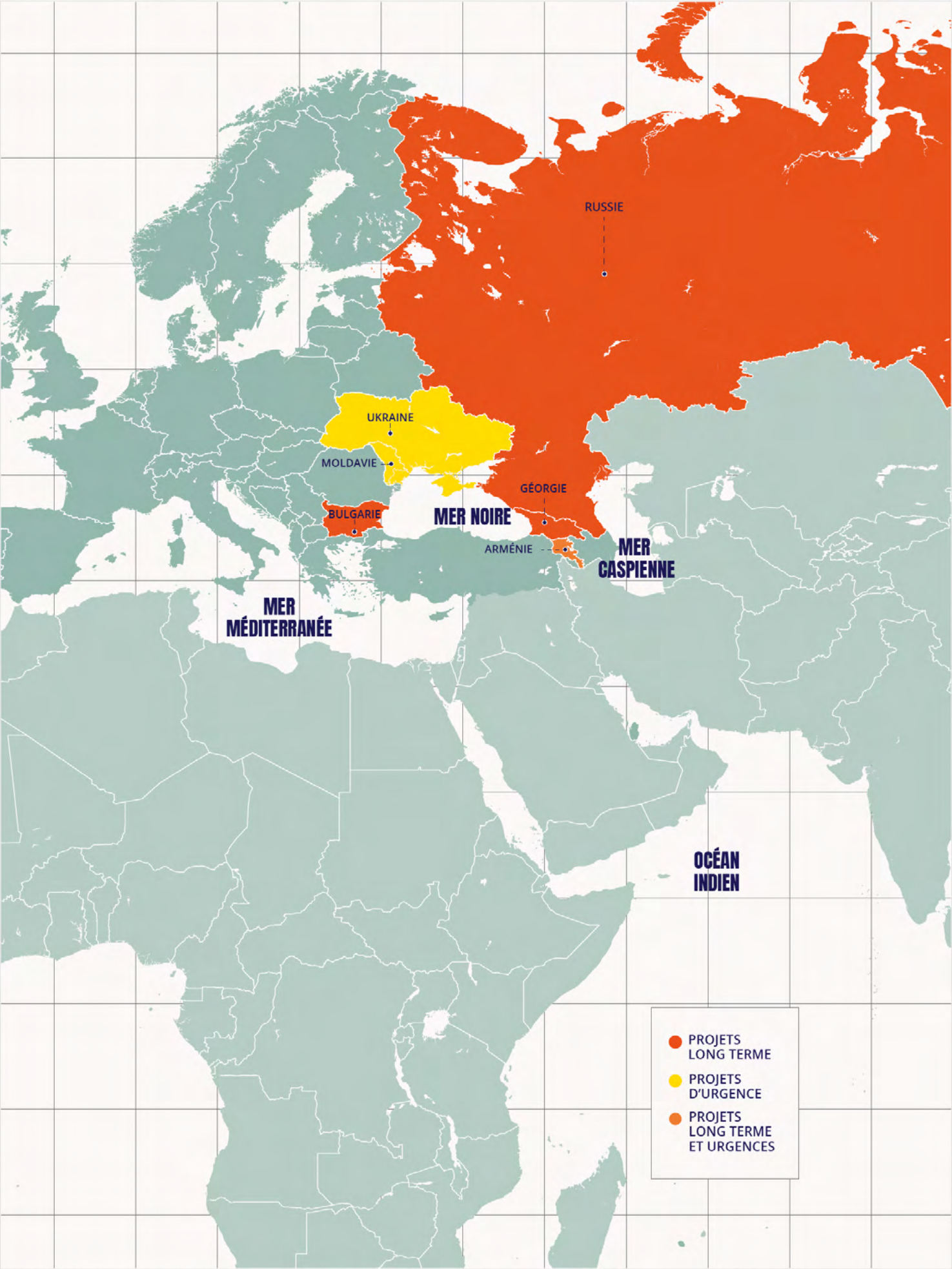
RUSSIE 2 PROJETS

SUD CAUCASE 3 PROJETS DONT CUTTS HepC

Arménie

Géorgie

UKRAINE 2 PROJETS



GÉORGIE

DE NOUVELLES FORMES DE CONSOMMATION DE DROGUE

La consommation de drogues en Géorgie demeure relativement répandue bien qu'illégale. Si la consommation d'opioïdes injectables a tendance à diminuer, l'usage de nouvelles substances psychoactives (NSP) augmente, en particulier chez les jeunes, avec des taux élevés d'overdoses, de réactions psychotiques et des risques de transmission du VIH en raison de contacts sexuels multiples non protégés. À Tbilissi, Médecins du Monde a poursuivi en 2024 son appui à Mandala, une association communautaire de jeunes usagers de drogues avec laquelle elle a proposé des services de réduction des risques et analysé des échantillons de drogue.

VERS UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DE L'HÉPATITE C

Malgré un programme national d'élimination de l'hépatite C déployé en Géorgie depuis 2015, 70 % des personnes usagères de drogues injectables ont été exposées à ce virus, soit 10 fois plus que la population générale. Les obstacles pour accéder aux traitements restent importants pour les personnes concernées, souvent marginalisées et

stigmatisées. Pour améliorer la prévention, la détection et la prise en charge de l'hépatite C auprès des populations les plus vulnérables, la mission Sud-Caucase de Médecins du Monde fait partie du projet CUTTS HepC (Catalyse uptake of under-utilised tools & treatment simplification for hepC), qui vise à introduire de nouveaux outils de prévention et à mettre en place des

protocoles de dépistage et de traitement simplifiés. Déployé également en Arménie et en Tanzanie, ce programme permettra de déterminer l'impact potentiel de ces nouvelles solutions à large échelle et pourra alimenter les politiques en matière de prévention et de prise en charge. En 2024, Médecins du Monde et ses partenaires en Géorgie ont préparé le lancement de deux recherches liées au projet, dont la première a commencé avec 75 participants.

5 700 personnes usagères de drogues ont bénéficié de services de réduction des risques en Géorgie en 2024, dont 40 % de femmes.

UKRAINE

LA VIOLENCE QUOTIDIENNE DE LA GUERRE

Trois ans après l'offensive militaire russe en Ukraine du 24 février 2022, la guerre continue de peser sur la vie de millions de personnes exposées à des attaques armées, en particulier dans les zones proches de la ligne de front, et à un niveau inquiétant d'impuissance et d'anxiété. Depuis le début de la guerre, 1 480 attaques contre le système de santé ukrainien ont été dénombrées, de nombreux hôpitaux et cliniques endommagés et plus de 200 travailleurs de la santé tués. Selon un rapport de l'ONU d'octobre 2024, l'Ukraine a perdu 8 millions d'habitants depuis l'invasion russe.

SOIGNER DANS LES ZONES DE CONFLIT

Médecins du Monde est d'abord intervenue en soutenant la Croix Rouge ukrainienne de Mykolaïv et en déployant des cliniques mobiles pour aller au plus près des personnes isolées et vulnérables. Depuis mars 2024, l'association a renforcé sa réponse d'urgence et mène un programme qui cible les personnes vulnérables dans les zones les plus touchées par le conflit, dans les oblasts de Kharkiv, Zaporizhia et Mykolaïv. Outre une offre de soins de santé primaire, le projet prend en charge la santé sexuelle et reproductive, avec une attention particulière aux violences basées sur le genre, et a lancé des activités en télémedecine pour atteindre les zones difficiles d'accès. Elle appuie également les capacités des centres de santé et des associations locales comme LIGA, spécialisée dans le soutien à la communauté LGBTQIA+, et développe un projet de soins à domicile pour les personnes âgées. Au total, 11 409 personnes ont reçu le soutien de Médecins du Monde en Ukraine en 2024.



**12,7 millions
de personnes
ont besoin d'une
aide humanitaire
en Ukraine.**

ASIE

5 PAYS 11 PROJETS

AFGHANISTAN 1 PROJET

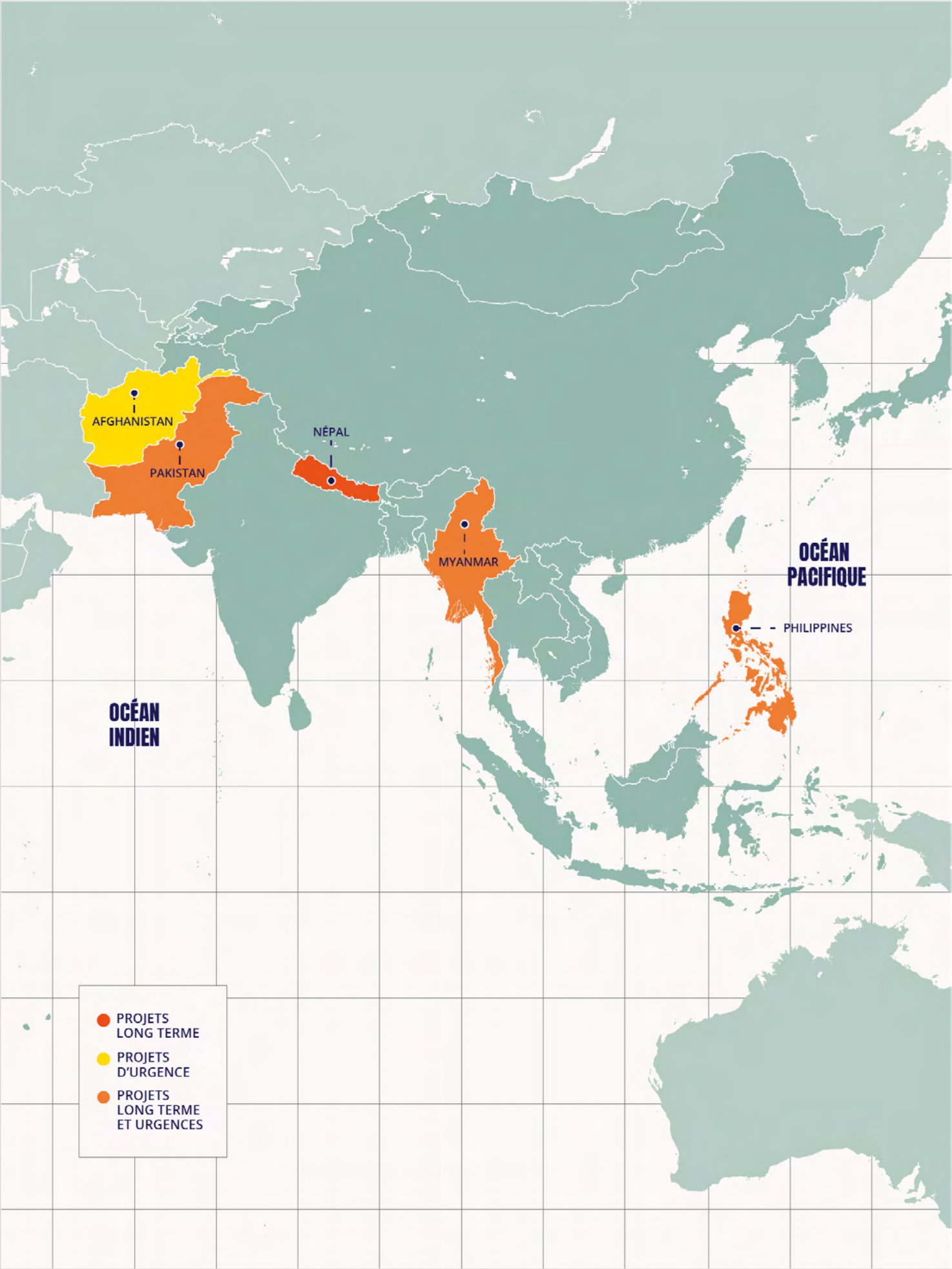
MYANMAR 4 PROJETS

NÉPAL 2 PROJETS

PAKISTAN 2 PROJETS

PHILIPPINES 2 PROJETS

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Asie
sur medecinsdumonde.org



- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

MYANMAR

FAIRE FACE À LA CRISE POLITIQUE ET HUMANITAIRE

Depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021 qui a entraîné l'effondrement du système de santé, le Myanmar traverse une crise politique et humanitaire d'ampleur qui s'enlise. En 2024, plus de 19,9 millions de personnes, soit un tiers de la population, avait besoin d'une aide humanitaire urgente. Parmi les populations les plus vulnérables, les personnes usagères de drogues et les travailleuses et travailleurs du sexe sont confrontées à une forte stigmatisation et à un accès limité aux soins. Le pays est notamment frappé par une épidémie de VIH parmi les plus fortes de l'Asie du Sud-Est, avec une prévalence alarmante de 35 % chez les usagers de drogues injectables. En 2024, les inondations dévastatrices du typhon Yagi, dans l'État de Kachin, ont encore aggravé la situation en endommageant les infrastructures essentielles, limitant davantage l'accès aux soins.

LUTTER POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES

Active au Myanmar depuis plus de trente ans, Médecins du Monde intervient à Yangon et dans l'État de Kachin en développant des services de prévention et de traitement et en plaidant pour un meilleur accès aux droits. En 2024, plus de 11 318 usagers de drogues par injection ont bénéficié de ce programme porté par un réseau de 133 travailleurs communautaires. Avec des

3 896 personnes ont bénéficié de services de soins de santé primaire après les inondations dans l'État de Kachin.

associations locales, l'équipe sur place a aussi poursuivi un projet pilote sur les stimulants de type amphétamine, deuxième drogue la plus utilisée au monde après le cannabis. L'autre volet du programme porte

notamment sur la sensibilisation au cancer du col de l'utérus, à la planification familiale et aux infections sexuellement transmissibles. 4 270 consultations cliniques en matière de santé sexuelle et reproductive ont été menées pour 2 024 bénéficiaires en 2024.

AFGHANISTAN ET PAKISTAN

AVEC LES RÉFUGIÉS AFGHANS

Crise politique, déclin économique, crise alimentaire, menace de catastrophes naturelles, etc. L'Afghanistan connaît désormais une crise humanitaire parmi les plus importantes au monde, causée par quarante ans de guerre et accentuée par le retour des Talibans dans le pays en 2021. 22,9 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont 52 % d'enfants, et près de la moitié de la population vit dans la pauvreté selon la Banque mondiale. Face à l'effondrement du pays, une partie de la population a fui vers le Pakistan qui accueillait 3 millions de réfugiés afghans en octobre 2024. Dans ce pays au système de santé extrêmement fragile, l'accès aux services de santé est cependant particulièrement restreint pour les personnes en exil, qui doivent composer avec des infrastructures défaillantes.

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS

Outre son programme de renforcement des soins de santé primaire et de nutrition à Kaboul et dans les provinces de Wardak et Farah (Afghanistan), Médecins du Monde intervient au Pakistan dans la région du Khyber-Pakhtunkhwa, où vivent 53 % des réfugiés afghans. Elle a poursuivi en 2024 un projet destiné à renforcer l'accès aux services de soins de santé primaire pour les populations touchées par la crise dans les deux pays, en mettant l'accent sur les réfugiés afghans, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. L'association propose des services de soins de santé primaire dans sept établissements publics dont deux maternités ainsi que dans trois camps de réfugiés. En 2024, les équipes ont réalisé 34 216 consultations en santé sexuelle et reproductive et 5 839 consultations en santé mentale et soutien psychosocial, dont 1 002 auprès de survivantes et survivants de violences basées sur le genre.

**En 2024, Médecins
du Monde a réalisé
159 438 consultations
de médecine générale
au Pakistan.**



Lancée en 1989 par une équipe de Médecins du Monde au Cambodge, l'Opération Sourire incarne depuis plus de trois décennies l'engagement de l'organisation pour réduire les inégalités d'accès à la chirurgie, en s'appuyant sur une approche holistique, gratuite et de qualité. Ce programme emblématique, fondé sur la mobilisation de bénévoles internationaux, a connu un renouveau stratégique entre 2022 et 2024, après une interruption totale liée à la pandémie de Covid-19.

SOIGNER, TRANSMETTRE, DÉCIDER : 2024 EN POINT FINAL

L'année 2024 marque à la fois la troisième année complète de reprise des activités chirurgicales de l'Opération Sourire et l'aboutissement de la stratégie triennale relancée après la pandémie. Neuf missions ont été déployées dans six pays (Cambodge, Madagascar, Pakistan, Sierra Leone, Tanzanie et Laos), permettant à 460 patients, en grande majorité des enfants de moins de cinq ans, d'accéder à des soins chirurgicaux et psychosociaux adaptés. Les pathologies prises en charge – fentes labio-palatines, brûlures sévères, tumeurs – sont parmi les plus complexes et les plus stigmatisantes, souvent sources d'exclusion sociale.

Au-delà des actes chirurgicaux, 2024 est aussi une année charnière en matière de renforcement des capacités locales, avec 119 professionnels de santé formés dans les blocs opératoires partenaires. Fidèle à son approche intégrée, Médecins du Monde poursuit sa volonté d'ancrer ses interventions dans la durée, en soutenant les hôpitaux locaux et en développant des volets complémentaires de formation, de coordination et de plaidoyer pour un accès équitable à des soins chirurgicaux sûrs, abordables et de qualité.

LES COUTURES INVISIBLES : ACCOMPAGNER CE QUI NE SE VOIT PAS

L'Opération Sourire ne se limite plus à la chirurgie. Le soutien psychosocial est devenu un pilier important, en réponse aux impacts psycho-affectifs profonds des malformations sur les patients et leurs familles. Cette approche holistique et respectueuse des contextes culturels vise une réinsertion physique et sociale complète, dans une logique de transformation durable.

DE LA RELANCE À LA RÉORIENTATION STRATÉGIQUE

En parallèle des activités de terrain, la redynamisation du programme a été amorcée en 2023 à travers plusieurs missions exploratoires, permettant une reconfiguration stratégique à partir de 2024. Des nouvelles dynamiques opérationnelles ont été lancées au Pakistan (prise en charge des survivantes de brûlures volontaires à l'acide à Lahore), à Madagascar (développement d'un nouveau partenariat en région d'Itasy), ainsi qu'au Laos, à l'initiative de Médecins du Monde Japon, avec un projet en appui aux services de chirurgie maxillo-faciale des hôpitaux de province.

FIN DE CYCLE ET CHOIX STRUCTURANTS

L'année 2024 marque l'aboutissement de la stratégie triennale (2022–2024) du programme Opération Sourire. Ce jalon important a été l'occasion d'un examen approfondi des réalisations, des limites rencontrées et des perspectives d'évolution du programme.

Après analyse, le choix s'est porté sur le transfert progressif des activités à des acteurs partenaires. La démarche consistera en un passage de relais, structuré et respectueux des dynamiques locales, afin d'assurer une continuité pour les patients, les partenaires hospitaliers et les professionnels impliqués.

OPÉRATION SOURIRE

ASSOCIATIF

Pr Frédéric Lauwers, Dr Luke Harper,
Pr Frédérique Sauvat, Dr Arnaud Depeyre,
Dr Hélène Beaujard, Florence Giroussens

Siège : Adem Bah

PAYS D'INTERVENTION

Cambodge, Madagascar, Pakistan,
Sierra Leone, Tanzanie, Laos

BUDGET

360 000 euros

PARTENAIRES

Fondation d'entreprise L'Oréal,
Fondation Air France, la Région Île de France,
Ambassade de la République Tchèque au Pakistan

**EN CHIFFRES
2022-2024**

26 missions
chirurgicales réalisées



Près de **1 200**
patients opérés



6 pays d'intervention



3 pathologies principales
prises en charge : fentes,
brûlures, tumeurs



4 membres actifs du
réseau international : France,
Allemagne, Pays-Bas, Japon



L'année 2024 a été marquée par des événements majeurs qui ont profondément influencé le paysage politique français. La dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin et les élections législatives anticipées ont bouleversé la configuration parlementaire, entraînant une instabilité gouvernementale et l'exacerbation des tensions politiques. Trois gouvernements ont été nommés au cours des six derniers mois de l'année et cinq ministres différents se sont succédé au ministère de la Santé sur l'ensemble de l'année 2024, chaque changement s'accompagnant d'une modification des périmètres de responsabilités. Ajoutée au poids croissant des partis d'extrême droite au sein de l'Assemblée nationale, cette instabilité interroge quant à la priorisation de la vision à long terme de l'organisation du système de santé.

DÉFENDRE L'AIDE MÉDICALE DE L'ÉTAT

Si les difficultés d'accès aux soins touchent de nombreuses personnes à des degrés divers sur tout le territoire français, ce sont les plus précarisées qui sont les plus éloignées du système de santé. Pire encore, des obstacles sont créés pour limiter voire interdire l'accès aux droits et aux soins. Dans cette période politique troublée tant en France qu'au niveau international, avec les conflits en Ukraine et à Gaza ou l'instabilité de la politique américaine, certains responsables politique font ainsi de la suppression de l'Aide médicale de l'État (AME), destinée aux personnes étrangères sans titre de séjour, une priorité. Cette initiative permettrait, d'après eux, des économies substantielles alors que le montant de ce dispositif ne représente que 0,47 % du budget de l'assurance maladie tout en s'avérant essentiel en termes de santé publique.

De nouvelles restrictions des conditions d'accès à l'AME priveraient de couverture maladie de nombreuses personnes, qui seraient contraintes de renoncer à se soigner et verraient leur état de santé se détériorer. Cette attaque des bénéficiaires de l'AME – rendus responsables à tort des dysfonctionnements du système de santé – occulte par ailleurs les orientations des acteurs politiques au fil des dernières décennies qui ont conduit à une situation délétère : difficultés de fonctionnement des hôpitaux, insuffisance du nombre de médecins traitants, désertification médicale rurale et urbaine, pénurie de certains médicaments et de traitements essentiels...

DES CRISES MULTIPLES À MAYOTTE

Ces questions se posent sur l'ensemble du territoire et notamment en Outre-Mer, comme à Mayotte où Médecins du Monde intervient depuis 2007. Département le plus pauvre de France, l'île connaît depuis plusieurs années des difficultés économiques, sanitaires et sociales liées à son éloignement de la métropole et un sous-investissement aussi bien au niveau des infrastructures que des ressources humaines. En 2024, les habitants de Mayotte ont vécu une année particulièrement éprouvante avec des crises de nature différentes qui se sont enchevêtrées :

- Une crise politique avec la poursuite en début d'année de l'opération « Wuambushu », décidée par le ministère de l'Intérieur avec pour objectifs affichés la destruction de bidonvilles, l'expulsion de milliers de personnes étrangères en situation irrégulière et le démantèlement de bandes délinquantes.
- Une crise sanitaire liée à l'épidémie de choléra qui a touché plus de 200 personnes et serait à l'origine de sept décès.
- Une crise environnementale : le cyclone Chido qui s'est abattu sur Mayotte le 14 décembre 2024 a entraîné d'immenses dégâts matériels

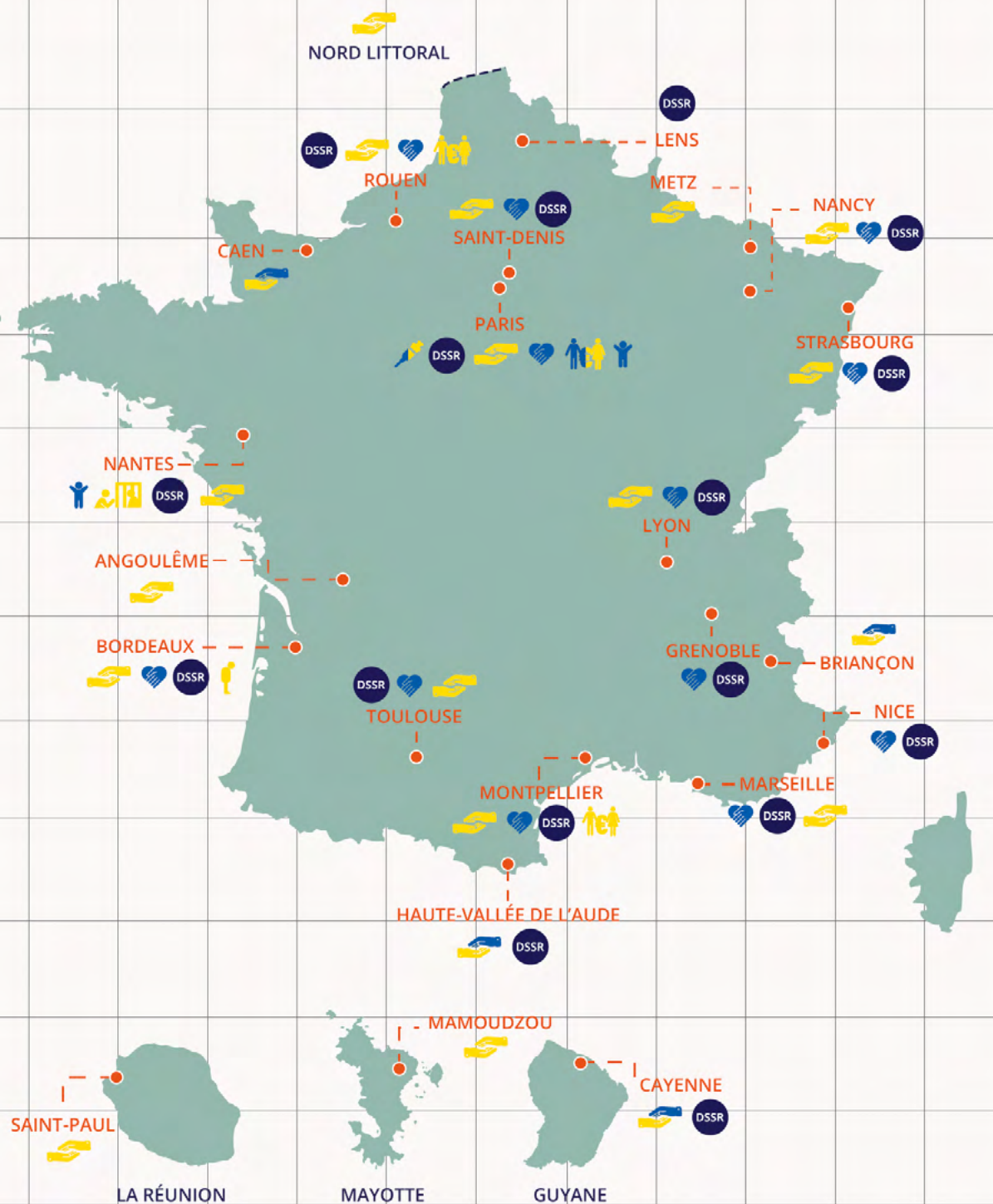
OPÉRATIONS FRANCE

et surtout humains – on ne connaît pas à ce jour le nombre exact de victimes, une quarantaine officiellement.

Ces crises ont accentué l'isolement ressenti et réel des populations vivant à Mayotte et renforcé certaines tensions existantes. Elles ont créé encore plus de contraintes dans l'accès aux droits et aux soins d'une partie de la population, en dégradant notamment des dispositifs de santé déjà fragiles

pour l'ensemble des habitants de l'archipel. Face à cette situation, il est essentiel de redéfinir nos priorités. Le choix qui s'impose à notre association est la défense de la dignité et le respect de tout être humain sans discrimination. D'autres politiques que celle de l'exclusion sont possibles et des leviers véritablement efficaces peuvent être mobilisés pour mettre en œuvre des réponses à la hauteur d'un système de santé de qualité, inclusif et solidaire.





Actions auprès des mineurs non accompagnés



Actions en milieu rural, dans la rue, les bidonvilles, auprès des migrants



Actions auprès des personnes détenues



Prévention en matière de droits et santé sexuels et reproductifs



Centres d'accueil, de soins et d'orientation



Actions auprès des travailleuses et travailleurs du sexe



Actions auprès des personnes usagères de drogues



Actions auprès des travailleurs précarisés



Actions mobiles



Actions dans les locaux de MdM



Programmes transversaux

PROTECTION MALADIE UNIVERSELLE ET SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ

SYSTÈME DE SANTÉ

L'action de Médecins du Monde s'inscrit dans un contexte global de dégradation du système de santé en France. À l'hôpital public, comme dans les établissements publics de soins, la diminution des moyens entraîne des fermetures de services et de lits ainsi qu'une détérioration des conditions de travail des soignantes et des soignants qui les exposent à des dilemmes éthiques intenable. La désertification médicale s'aggrave tandis que le mouvement de privatisation et de financiarisation de la santé se poursuit. Le système de protection maladie est toujours plus fragilisé et les attaques se multiplient contre les dispositifs destinés aux plus vulnérables, notamment les personnes étrangères en situation administrative précaire.

Dans ce contexte, Médecins du Monde poursuit sa stratégie d'intervention autour de trois piliers :

- Accueillir inconditionnellement dans les centres et les missions d'aller-vers les publics les plus éloignés du soin pour informer, orienter et

accompagner les personnes dans leur accès aux droits et à la santé, dans une approche d'autonomie en santé.

- Recueillir et analyser les situations rencontrées pour identifier les obstacles et les freins qui pèsent sur l'accès aux droits et en santé afin de développer une expertise partagée et se mobiliser.
- Élargir les alliances avec des acteurs et partenaires du champ de la santé mais aussi plus largement des services publics dans leur ensemble, face aux attaques dont ils font l'objet.

Cette expertise et ces alliances permettent à Médecins du Monde de mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès des pouvoirs publics, des administrations, des lieux de soins, des institutions indépendantes et du grand public afin de faire évoluer l'environnement légal et institutionnel pour créer des milieux favorables à l'accès aux droits et aux soins de toutes et tous.

UN MEILLEUR ACCÈS À LA PASS À METZ

Face à la hausse de la précarité et l'accroissement des inégalités sociales de santé, les acteurs de l'intervention médico-sociale à Metz ont souhaité consolider un réseau solidaire autour des personnes précarisées, le retour d'une offre médicale accessible en centre-ville et un meilleur accès à la permanence d'accès aux soins de santé (PASS) hospitalière, excentrée à quelques kilomètres.

Médecins du Monde a ainsi co-porté un plaidoyer pour mettre en place une plateforme d'accueil et d'accompagnement

médico-psycho-social. Depuis 2022, l'association porte l'ingénierie du volet santé qui vise à améliorer l'accès à la santé des populations en situation de précarité et la coordination des acteurs de santé. Fin 2024, convaincue par le modèle de réponse proposé par Médecins du Monde, l'Agence régionale de santé a enfin acté la mise en place d'un dispositif PASS de ville, notamment à travers un engagement de financement et l'identification d'un porteur de projet que l'association accompagnera pendant les premiers mois de son déploiement.

OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Dès 2000, Médecins du Monde a créé l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins pour connaître et faire connaître les spécificités des populations reçues dans ses programmes en France. Ce mécanisme permet d'identifier les profils, les besoins médico-psychosociaux et leurs effets sur leur état de santé. Avant tout, l'Observatoire participe à la redevabilité de Médecins du Monde envers les personnes concernées.

Le rapport annuel diffuse les connaissances de l'association auprès des acteurs des politiques de santé (scientifiques, politiques, associations, journalistes, etc.). La première partie, sous forme de baromètre, suit chaque année les déterminants structurels et intermédiaires influençant la santé des publics précarisés. Un focus annuel, enrichi par des analyses d'experts et un suivi des évolutions législatives, met en lumière les difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun. L'ensemble du rapport apporte un éclairage détaillé sur les problématiques de santé des personnes accompagnées, leurs obstacles dans l'accès aux soins et à l'exercice de leurs droits. Grâce à cet outil, Médecins du Monde peut alerter, proposer des solutions et interpeller les acteurs politiques, institutionnels et les professionnels de santé pour améliorer l'accès aux droits et aux soins ainsi que l'état de santé des populations en situation de précarité ou d'exclusion.

CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

En 2024, Médecins du Monde compte 13 centres d'accueil, de soins et d'orientation (CASO) et un centre d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (CAOA). Ces structures sont des dispositifs médico-psycho-sociaux qui constituent une passerelle d'accès au système de santé et qui ont pour objectif d'améliorer l'accès à la prévention, aux soins et aux droits des populations les plus vulnérables en France. Elles proposent un accueil du public sans condition : toute personne qui sollicite l'équipe d'un CASO se verra proposer une réponse. Les personnes sont reçues par des équipes pluridisciplinaires et leur prise en charge est « globale » : quelle que soit la « porte d'entrée » ayant amené une personne à se présenter au CASO – le plus souvent une sollicitation initiale de soins –, tous les aspects relatifs à sa situation sanitaire, médicale, administrative et sociale seront considérés.

Cela passe par l'orientation des personnes ayant des droits ouverts (plutôt que leur prise en charge) et, pour celles n'ayant pas encore de droits ouverts ou étant en situation de non-recours aux soins, leur accompagnement, notamment dans les démarches administratives et sociales. Elles bénéficient d'une prise en charge holistique en santé, c'est-à-dire qui comprend des soins infirmiers, des consultations médicales, des entretiens de prévention et une offre de dépistage spécifique



pour certaines pathologies. Elles sont également accompagnées par des travailleurs sociaux dans les démarches d'accès aux droits, notamment en vue d'obtenir une couverture maladie. Certains centres proposent enfin une prise en charge psychosociale et de santé mentale pour répondre aux parcours d'exil et aux problèmes liés aux conditions de vie en France, qui génèrent souvent de la souffrance psychique.

La méconnaissance des droits et des structures, les difficultés administratives et la barrière linguistique sont les principaux obstacles freinant l'accès aux soins et à la prévention des populations les plus vulnérables en France. Médecins du Monde plaide pour la mise en place en France d'une couverture santé pour toutes et tous – sans considération de statut administratif – et pour le développement de dispositifs de soins adaptés aux personnes précarisées comme la médiation en santé et l'accès à l'interprétariat professionnel en santé.

EN CHIFFRES

15 118 personnes ont été reçues dans **14** centres d'accueil, de soins et d'orientation ou centres d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (CASO et CAO).

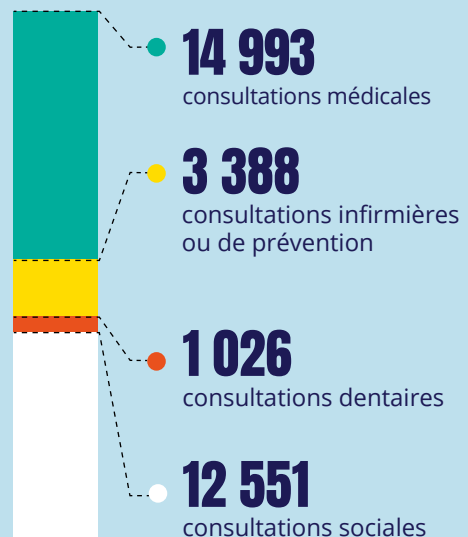
L'âge moyen des patients est de **35,6 ans**.

9,3 %

de la file active est composée de mineurs

97,9 %

des personnes sont d'origine étrangère



UN NOUVEAU PROJET À MARSEILLE

En 2024, Médecins du Monde a mené un diagnostic en vue de réévaluer la pertinence des actions d'aller-vers les personnes vivant en habitat dégradé à Marseille (squat ou bidonville), et de penser son articulation avec les activités menées au sein du CASO. Cette étude a mis en lumière les enjeux d'hébergement, de logement et de géographie des publics et a abouti à la structuration d'un projet unique « santé-droits-environnement ».

Ce programme sera mis en œuvre à travers deux modalités d'intervention : au sein d'un lieu fixe et

à travers des actions d'aller-vers. Il sera déployé dans les quartiers nord de la ville et auprès de travailleurs précaires, à travers des sorties en « aller-vers » sur les lieux de vie et de travail « informel ». Le projet développera également un axe sur l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs. Il vise un meilleur accès aux soins et aux droits en santé des publics exilés précaires, via un accompagnement médico-social renforcé et une sensibilisation autour des conséquences du non-accueil sur la santé.

MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ

Année politique troublée, 2024 a été marquée par deux séquences électorales, les élections européennes et législatives, qui ont placé les questions migratoires au centre des débats. Chez Médecins du Monde, l'année a été particulièrement active sur le terrain, auprès des personnes exilées mais aussi avec les autorités locales, au contact des parlementaires et des cabinets ministériels pour défendre politiquement l'accès aux soins des personnes les plus précaires et promouvoir des politiques solidaires d'accueil et de santé respectueuses de toutes les personnes présentes sur le territoire français. L'enjeu : faire primer les considérations de santé des personnes et de santé publique sur les considérations de politique migratoire.

Un an après la promulgation de la loi Asile et immigration, l'offensive contre la présence des personnes étrangères s'intensifie, portée par un ministre de l'Intérieur qui instaure un climat anxigène. Cette attaque concerne particulièrement l'Aide médicale de l'État (AME), le droit au

séjour pour les étrangers malades (DASEM) dont les enjeux sont ramenés à des considérations de lutte contre le tourisme médical, ou encore la réinstauration d'un délit de séjour irrégulier qui constitue un puissant ressort de précarisation. Pour Médecins du Monde, ce sont autant de combats à mener.

Dans la majorité de ses programmes en France hexagonale et dans les Outre-mer, l'association travaille avec des personnes en situation de migration. L'organisation met en place des initiatives « d'aller-vers » à destination des personnes les plus précarisées, vivant dans des squats, des campements ou dans la rue. Les équipes proposent des consultations médicales, des soins infirmiers, des actions de prévention et un accompagnement social. Elles tiennent également compte des souffrances physiques et psychiques résultant à la fois des parcours d'exil et des conditions de vie indignes auxquelles ces personnes sont confrontées.



DÉFENDRE LES DROITS DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Parmi les personnes exilées rencontrées figurent les mineurs non accompagnés (MNA). Souvent démunis, abîmés par leur parcours migratoire et les conditions dans lesquelles ils survivent en France, ces enfants et adolescents font face à de nombreux obstacles dans leur accès aux droits et aux soins : absence de protection, remise en cause de leur âge et de leur identité, conditions de vie très précaires dans la rue, des squats ou des campements, expulsions et harcèlement policier, nonaccès à une couverture maladie, etc.

À travers des programmes destinés à ces jeunes exclus des dispositifs de protection de l'enfance mais également dans le cadre de ses autres programmes partout en France, Médecins du Monde offre une écoute, des consultations médicales et sociales, des ateliers collectifs de soutien psychosocial et de prévention à la santé, de l'orientation et de l'accompagnement dans l'accès aux biens essentiels, aux droits et aux soins.

Médecins du Monde constate au quotidien les défaillances du système de protection de l'enfance dans l'accueil et la protection des mineurs non accompagnés et les conséquences sur leur santé. La France a d'ailleurs été condamnée à plusieurs reprises par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies pour ces violations qui pourtant perdurent, s'amplifient et s'aggravent sur l'ensemble du territoire. C'est la raison pour

laquelle 27 associations, dont Médecins du Monde, ont saisi en mai 2024 le Conseil d'État pour contraindre le gouvernement à mettre le dispositif de mise à l'abri et d'évaluation des mineurs isolés en conformité avec les exigences posées par la Convention internationale des droits de l'enfant.

REPÈRES

En 2024, 98 % des personnes accueillies dans nos 14 centres d'accueil, de soins et d'orientation (CASO) sont de nationalité étrangère – une proportion constante ces dernières années. Parmi elles, 58 % des personnes majeures étaient en situation irrégulière au regard du droit au séjour.

Une personne sur deux présentait un retard de soins lors de sa première visite et 15 % déclaraient avoir renoncé à des soins au cours des 12 derniers mois.

Près d'un quart des personnes étaient sans domicile fixe.

Les violences sur les parcours migratoires mais également les conditions de vie en France, dans ce pays dit « d'accueil », ont des conséquences sur la santé des personnes concernées. Le titre de séjour, son absence ou sa fragilité, est un puissant déterminant de la santé tant il conditionne l'accès à des droits.

AUPRÈS DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS À PARIS

Entre 800 et 1000 mineurs non accompagnés sont en situation d'errance à Paris. Non reconnus mineurs par le département et en attente d'une décision du juge des enfants, ils vivent dans la rue dans des conditions extrêmement difficiles, sans aucune protection et avec un accès limité à l'hygiène, à l'eau, à l'alimentation et à l'école, dans un état d'extrême fatigue physique et psychique. À l'approche des Jeux Olympiques, Médecins du Monde a plaidé avec d'autres associations auprès de la mairie de Paris pour financer et lancer, en juillet 2024,

un lieu d'accueil de jour destiné aux mineurs non accompagnés non reconnus comme tels. L'association était présente dès son ouverture pour proposer des permanences médicales et en santé mentale, et initier la coordination des différents acteurs de santé. Cette phase pilote a permis de compléter les constats du diagnostic réalisé en 2023 et de proposer une stratégie pluriannuelle visant à favoriser l'émergence de parcours de soins accessibles, adaptés et holistiques dans le droit commun pour les mineurs non accompagnés en recours à Paris.

SANTÉ ENVIRONNEMENT DANS LES LIEUX DE VIE ET DE TRAVAIL DÉGRADÉS

La précarité qui touche les personnes rencontrées et suivies par Médecins du Monde se manifeste à la fois par des conditions d'habitat dégradées liées à l'absence d'un logement stable et digne, mais aussi par des conditions de travail délétères, que ce soit dans un contexte d'emploi informel ou peu protecteur, à l'instar du travail saisonnier viticole ou de la livraison pour des plateformes numériques. Ces facteurs environnementaux nocifs génèrent ou aggravent des problèmes de santé chez des individus déjà fragilisés.

FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX CONDITIONS D'HABITAT

En 2024, 92,6 % des patients reçus dans les centres de Médecins du Monde n'avaient pas de logement personnel – 26 % d'entre eux vivaient en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour 15 jours ou moins, en squat ou en bidonville).

Médecins du Monde constate au quotidien les difficultés d'accès à un hébergement quel qu'il soit et de plus en plus de personnes se retrouvent forcées de vivre à la rue ou dans des campements. L'instabilité du logement empêche les patients de bénéficier d'un suivi de santé adapté et régulier. La vie en habitat informel complique particulièrement la prise en charge de maladies et d'épidémies – comme la coqueluche ou la gale en 2024. Dans certaines villes, les équipes rencontrent de plus en plus de personnes touchées par des pathologies très lourdes comme des cancers mais n'ayant pas accès à des solutions d'hébergement ou d'hospitalisation.

Nos actions

À travers des équipes mobiles, Médecins du Monde poursuit ses actions auprès des personnes en situation précaire dans les squats, les bidonvilles, dans des structures d'hébergement et accueils de jour, mais aussi dans la rue, en proposant :

- Une veille sanitaire, des consultations médicales, un soutien psychosocial et une médiation en santé ;
- Des accompagnements dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;

- Des ateliers d'information et de sensibilisation pour que les personnes concernées puissent mieux comprendre et prendre en charge leur propre santé ;
- L'accompagnement des acteurs médicaux et sociaux à une meilleure compréhension des enjeux de l'habitat précaire, du sans-abrisme, de la précarité et de leurs impacts sur la santé ;
- La participation à des initiatives favorisant l'accès direct à un logement stable pour les personnes vivant en situation de rue.

En plus de ses interventions sur le terrain et pour ne pas se substituer à ce qui devrait être fait par les pouvoirs publics, Médecins du Monde plaide avec d'autres acteurs associatifs en faveur de dispositifs d'hébergement et de logements adaptés et pérennes, et de dispositifs mobiles permettant un accompagnement médico-psychosocial et un accès aux soins effectifs des personnes exclues du système de santé. Face à l'absence chronique de solutions, l'association milite également pour la stabilisation temporaire et la sécurisation sanitaire des personnes dans leurs lieux de vie. En 2024, Médecins du Monde a contribué, avec ses partenaires de l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels, à visibiliser l'impact de ces politiques répressives sur la santé des personnes concernées et dénoncer ainsi les injustices environnementales.

FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

En 2024, Médecins du Monde a poursuivi ses actions auprès des travailleuses et des travailleurs précarisés de la livraison de plateformes numériques ou encore des travaux saisonniers agricoles. Les programmes visent particulièrement les situations d'emplois précaires où les conditions de travail sont dégradées avec des répercussions importantes sur la santé. Les personnes concernées ne peuvent par ailleurs pas bénéficier des droits sociaux des salariés qui permettraient de mieux protéger leur santé.

Nos actions

- Accompagnement dans l'accès aux droits et aux soins de santé ;
- Rapprochement des personnes des structures de soins par des actions de médiation en santé en « aller-vers » et en « ramener-vers » ;
- Consultations médicales et de kinésithérapie ;
- Actions d'information et de sensibilisation sur les risques professionnels et leur prévention ;
- Promotion des bonnes pratiques favorisant la santé au travail : valorisation des bonnes pratiques employeurs, déploiement de lieux de repos et de ressources, documentation des situations en vue d'adapter les services de santé au travail aux

besoins spécifiques des travailleurs précarisés.

- Soutien de collectifs de personnes concernées pour qu'elles puissent elles-mêmes faire valoir leurs droits, mieux prendre en charge leur santé, et porter leurs messages de plaidoyer.

En plus de ces actions, Médecins du Monde se mobilise avec d'autres collectifs et associations pour rendre visibles les dégradations des conditions de travail dans les situations de précarité. Nous interpellons les pouvoirs publics pour que des lois les prennent en compte et préservent la santé des personnes précarisées.

HABITAT PRÉCAIRE : UNE APPROCHE COLLECTIVE À TOULOUSE

Les accompagnements en santé étant principalement réalisés individuellement en France, il manquait une prise en compte des déterminants de santé davantage liés au collectif qu'à l'individu, ainsi qu'un travail participatif sur la santé. Face à ces constats et pour améliorer les conditions de vie des personnes précarisées, Médecins du Monde a développé en 2024 le projet « Santé Habitat Précaire » à Toulouse, à travers des activités novatrices et participatives.

Les interventions se déclinent par microcycles de projet sur des lieux de vies précaires (bidonvilles, squats, hôtels sociaux, campements) ou dans

des accueils de jour. Ce nouveau projet porte particulièrement les valeurs d'empowerment en développant les capacités d'autonomisation et le pouvoir d'agir et en valorisant le savoir expérientiel des personnes concernées. Même vivant en habitat précaire, celles-ci ont des ressources et les équipes de Médecins du Monde les accompagnent dans la mobilisation pour leur propre santé. L'approche en collectif favorise la mobilisation communautaire, la participation des personnes et permet des actions en santé qui complètent les accompagnements individuels proposés par les partenaires sur le territoire.

FOCUS



DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Vivre librement sa sexualité, sans danger ni violence, sans crainte d'une grossesse non-intentionnelle ou d'infection sexuellement transmissible (IST) est un enjeu de santé clé. Pourtant, Médecins du Monde constate que l'accès à des informations fiables et sans jugement ainsi qu'à des services de prévention et de soins pour bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France, en particulier pour les plus précaires.

UN ENJEU DE SANTÉ NÉGLIGÉ

En France, les équipes de Médecins du Monde rencontrent principalement des personnes précaires qui sont souvent stigmatisées, discriminées et réprimées. Surexposées aux violences, aux risques d'IST et aux grossesses non intentionnelles, elles ont toutes un point commun : accéder au système de santé leur est difficile, voire parfois impossible. En 2024, les populations rencontrées par Médecins du Monde en France présentent d'importants

besoins non satisfaits en matière de droits et santé sexuels et reproductifs :

- plus de 80 % des femmes en âge de procréer n'utilisent aucune contraception ;
- 1 femme enceinte sur 3 présente un retard de suivi de grossesse ;
- plus de 70 % des personnes ne connaissent pas leur statut sérologique pour le VIH, le VHB et le VHC ;
- 9 femmes sur 10 n'ont jamais réalisé de dépistage du cancer du col de l'utérus¹.

Malgré ces besoins considérables, les droits et santé sexuels et reproductifs sont entourés de tabous et ne sont, le plus souvent, pas considérés comme une priorité – par les professionnels de santé et du social, qui peuvent craindre d'être trop intrusifs, et par les personnes rencontrées, qui relèguent souvent ces besoins, pourtant essentiels, au second plan en raison de leurs conditions de (sur)vie.

¹ Données issues des entretiens de prévention et consultations médicales réalisés en 2024 dans les centres d'accueil, de soins, et d'orientation de Médecins du Monde.

FOCUS

RENFORCER L'ACCÈS À LA CONTRACEPTION D'URGENCE

En 2024, une expérimentation a été lancée au sein de trois projets de Médecins du Monde à Briançon, Marseille et Rouen : délivrer la pilule contraceptive d'urgence à l'avance pour permettre à chaque personne sexuellement active qui le souhaite de l'utiliser rapidement en cas de rapport sexuel à risque afin d'éviter une grossesse non intentionnelle. L'initiative est née d'un constat des équipes sur le terrain : les personnes rencontrées sont souvent éloignées des informations sur le sujet, recourent peu à la contraception et sont surexposées aux violences, notamment sexuelles. Rares sont celles qui connaissent le dispositif de la contraception d'urgence et savent qu'elle est disponible depuis janvier 2023 en pharmacie sans ordonnance, gratuitement pour toute

personne avec couverture maladie – même si de nombreuses personnes concernées ne disposent pas de cette couverture.

L'expérimentation a permis de créer des outils explicatifs et visuels, de former des équipes pour informer de manière claire et adaptée et de mener des entretiens de prévention individuels pour proposer la contraception d'urgence. Les retours positifs des personnes rencontrées incitent à poursuivre le projet en 2025. Afin de saisir l'opportunité d'offrir un meilleur accès à cette mesure d'autosoin qui permet d'aborder la santé sexuelle de façon concrète avec les personnes et de renforcer leurs capacités à prendre en charge leurs droits à la santé sexuelle et reproductive.

DES ENJEUX AUX ACTIONS

Médecins du Monde œuvre à améliorer l'accès à la prévention et à une prise en charge de qualité en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs pour toutes et tous, y compris les populations précarisées. En France, nos équipes interviennent en lieux fixes et dans une démarche d'« aller-vers » directement auprès des personnes précarisées avec pour objectifs de :

- renforcer l'accès à des services de prévention et de prise en charge de qualité dans ce domaine ;
- renforcer les capacités des personnes à agir sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs ;
- contribuer aux politiques publiques locales, territoriales et nationales afin de renforcer l'accès effectif aux droits et santé sexuels et reproductifs.

Réunis au sein d'un programme transversal Prévention-DSSR, plus de la moitié des projets de Médecins du Monde en France mettent en œuvre des activités visant à renforcer l'accès effectif aux droits et à la santé sexuels et reproductifs en France

hexagonale et dans les territoires d'Outre-Mer. Selon les territoires et les projets, sont mis en œuvre :

- des entretiens individuels de prévention, avec offre de dépistage et des ateliers collectifs sur les droits et santé sexuels et reproductifs ;
- la mise à disposition de matériels de prévention comme des préservatifs et autotests ;
- l'orientation et l'accompagnement des personnes vers les structures de droit commun, par exemple vers des centres de santé sexuelle, de dépistage, de protection maternelle et infantile ;
- l'implication des personnes dans leur prise en charge à travers la médiation en santé, le recours à l'interprétariat professionnel, des techniques d'entretien centrées sur la personne ;
- le fait de documenter l'état de santé sexuelle et reproductive des personnes et les dysfonctionnements dans l'accès aux services et aux droits ;
- le plaidoyer en faveur de politiques publiques en la matière, y compris pour l'inscription de l'IVG dans la Constitution française ou la simplification des parcours de dépistage et prise en charge.



RÉDUCTION DES RISQUES

LA RÉDUCTION DES RISQUES À L'ÉPREUVE DU TEMPS

L'approche de réduction des risques reste méconnue du grand public, et lorsqu'elle est mise en avant dans les médias, c'est bien souvent pour souligner l'anormalité des personnes usagères de drogues et des dispositifs qui les accompagnent, comme les Haltes soins addictions (HSA). Aider à comprendre le phénomène complexe de la consommation de substances psychoactives et apporter de la nuance aux arguments énoncés, c'est le propos de la bande dessinée *À moindres risques*, conçue avec le soutien de Médecins du Monde et publiée fin août 2024, qui détaille le quotidien de la HSA parisienne gérée par Gaia-Paris. À travers un plaidoyer large, le livre facilite la compréhension des HSA et de la réduction des risques de manière plus générale.

Au quotidien, les scènes de consommation de crack continuent d'exister dans le nord-est parisien notamment. Plus ou moins étendus, les points de fixation sont régulièrement évacués par les forces de l'ordre, ce qui renforce les vulnérabilités des personnes en les isolant et en les éloignant des centres spécialisés. Dans Paris, depuis 2018, les pouvoirs publics repoussent les usagers de drogues aux périphéries de la ville et font converger les publics consommateurs et ceux migrants, eux aussi confinés dans certains interstices de la ville. Ces rassemblements forcés

de populations ont fait naître des consommations parfois non maîtrisées qui font écho à des situations individuelles de précarité extrême liée à des expériences de migration traumatiques. Elles découlent d'un déploiement trop faible d'actions de réductions des risques, parfois laissées de côté au profit d'actions uniquement répressives qui laissent les personnes en situation de grande fragilité, à la fois sanitaire et sociale.

PLAIDER POUR DES APPROCHES NOUVELLES

Face à l'augmentation des violences dans ce contexte, particulièrement pour les femmes usagères de substances psychoactives, les dispositifs du médico-social restent démunis quant aux réponses à apporter. Alors qu'il faudrait expérimenter des approches et des modes d'intervention novateurs, les associations se retrouvent à affronter l'urgence de situations sanitaires et sociales extrêmes et ne peuvent s'engager seules dans des projets précurseurs. Acteur de référence dans la réduction des risques, Médecins du Monde peut avoir cette place de pionnier dans les approches et les actions à développer. C'est tout l'enjeu du programme en place actuellement dans le nord-est parisien, initié pour appuyer le médico-social à travers des actions de renfort qui complètent ce qui est réalisé quotidiennement.

FOCUS

UN RECOURS EN CONTENTIEUX NATIONAL ET LOCAL

L'année 2024 a été l'aboutissement d'un long processus de réflexion autour de l'engagement de Médecins du Monde dans un recours en contentieux sur les Haltes soins addictions (HSA), expérimentées depuis 2016 pour réduire les risques associés à la consommation de substances psychoactives dans l'espace public. Inédite en Europe en la matière, cette démarche juridique vise à demander à l'État d'assurer la pérennisation de ces dispositifs,

sous statut expérimental jusqu'au 31 décembre 2025, et de permettre l'ouverture d'une HSA à Marseille. Selon l'INSERM, à Paris et Strasbourg, les HSA permettent d'éviter jusqu'à 69 % des overdoses, 71 % des passages aux urgences et 77 % des infections graves (abcès, endocardites). Divers rapports, y compris ceux commandés par le gouvernement, soulignent la nécessité d'intégrer ce dispositif dans le droit commun.

ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

En lien avec d'autres associations, Médecins du Monde lutte pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe à travers une approche de réduction des risques. L'association milite contre la pénalisation du travail sexuel et pour un soutien renforcé aux associations de santé communautaires qui sont les plus à même de répondre aux besoins. Les programmes à Montpellier, à Paris et à Rouen favorisent l'accès à la santé et aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe à travers des actions d'aller-vers, d'accueil et d'accompagnement. Médecins du Monde porte également un programme national de lutte contre les violences commises à leur rencontre dans le cadre de leurs activités.

Repères

En 2024, 92 bénévoles ont permis de réaliser plus de 6 818 contacts (rue) et 7 370 offres de contact (internet) ainsi que l'accompagnement et l'orientation de 459 personnes sur internet et 776 personnes dans la rue.

Les réseaux sociaux des différents programmes cumulent 4 842 followers sur Twitter, 3 336 sur Instagram, 45 sur Facebook, 12 sur TikTok, 119 sur Snapchat et 1 096 sur WeChat.

Le site Jasmine compte désormais 2 623 personnes inscrites. Il a été visité 257 000 fois par 54 000 personnes différentes en 2024. 3 110 faits de violence ont été signalés sur la plateforme d'alerte.

Nos enjeux

Face à la précarisation des travailleuses et travailleurs du sexe et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, Médecins du Monde plaide pour :

- la garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- l'implication des travailleurs et travailleuses du sexe dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- l'abrogation du parcours de sortie de prostitution défini par la loi du 13 avril 2016 au profit de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- l'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe.

PROJET LUCHA À ROUEN

Depuis 2000, Médecins du Monde met en œuvre à Rouen le projet Lucha auprès de travailleuses et travailleurs du sexe. Non médicalisé, le projet vise à orienter et à accompagner ces personnes vers un parcours de santé globale dans le droit commun. Avec la politique de pénalisation du client, la numérisation du travail du sexe qui accroît l'isolement et la situation des mineurs qui vendent du sexe, le contexte a évolué. Si l'approche par la réduction des risques perdure, de nouvelles activités sont développées, notamment

à travers des maraudes virtuelles sur les sites d'escort et un élargissement du public visé aux mineurs qui vendent du sexe. Associés aux maraudes physiques et à un lieu d'accueil, d'orientation et d'accompagnement, ces nouveaux axes d'intervention permettent de lutter contre l'exposition à des violences graves et à une souffrance psychique exacerbée tout en répondant aux besoins en santé sexuelle et reproductive et à des problématiques d'addiction et de sommeil, dans une approche participative.

ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

ALSACE

24 rue du Maréchal Foch, 67000 STRASBOURG
T : 03 88 14 01 00
alsace@medecinsdumonde.net

AQUITAINE

2 rue Charlevoix de Villers, 33300 BORDEAUX
T : 05 56 79 13 82
aquitaine@medecinsdumonde.net

AUVERGNE / RHÔNE-ALPES

11/15 boulevard Vivier Merle, 69003 LYON
T : 04 72 92 49 25 / 06 03 56 06 04
rhone-alpes@medecinsdumonde.net

GUYANE

5 rue des Peuples autochtones, 97300 CAYENNE
T : 05 94 28 36 77
mf.cayenne@medecinsdumonde.net

HAUTS-DE-FRANCE

129 boulevard Montebello, 59000 LILLE
T : 09 83 85 54 78
hauts-de-france@medecinsdumonde.net

ÎLE-DE-FRANCE

15 boulevard de Picpus, 75012 PARIS
T : 01 43 14 81 99 / 07 64 45 78 59
ile-de-france@medecinsdumonde.net

LANGUEDOC-ROUSSILLON

246 rue Chambert, 34080 MONTPELLIER
T : 04 99 23 27 17
languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

LORRAINE

13 B rue de la Ravinelle, 54000 NANCY
T : 03 83 27 87 84 / 06 65 34 51 98
lorraine@medecinsdumonde.net

MIDI-PYRÉNÉES

5 boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE
T : 05 61 63 78 78
Delegation-Midi-Pyrenees@medecinsdumonde.net

NORMANDIE

5 rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN
T : 02 35 72 56 66
normandie@medecinsdumonde.net

OCÉAN INDIEN

22 rue Saint-Louis, 97460 SAINT-PAUL (LA REUNION)
T : 02 62 21 71 66
ocean-indien@medecinsdumonde.net

PACA

129 avenue de Toulon, 13005 MARSEILLE
T : 04 95 04 59 62 / 06 18 41 18 16
delegationpaca@medecinsdumonde.net

PAYS DE LA LOIRE

33 rue Fouré, 44000 NANTES
T : 02 40 47 36 99
pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

POITOU-CHARENTES

193 rue Saint-Roch, 16000 ANGOULÊME
T : 09 51 13 57 16
poitou-charentes@medecinsdumonde.net





Pour que le réseau international Médecins du Monde ait plus d'impact, ses membres doivent être individuellement solides et se développer. Face à l'intensification des conflits partout dans le monde en 2024, les membres ont renforcé leurs engagements au service de la solidarité et de la santé.

DES INITIATIVES DE PLAIDOYER ET DE SOLIDARITÉ POUR GAZA ET LA CISJORDANIE

Face à l'horreur, les membres du réseau international présents sur le terrain publient des rapports et communiqués pour témoigner de la situation, tandis que les autres diffusent les informations et alertent l'opinion publique. Ainsi, côté politique, Médecins du Monde Canada s'est adressé au gouvernement canadien pour faire cesser tout transfert d'armes à Israël et, au Bundestag, Médecins du Monde Allemagne a sensibilisé les députés aux enjeux sanitaires du conflit. Médecins du Monde Espagne a quant à elle mobilisé les personnels soignants des hôpitaux espagnols à travers la campagne « *Healthcare is not a target* ».

Le réseau international Médecins du Monde a aussi participé à des briefings pour les principaux médias des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la France, pour appeler à un cessez-le-feu à Gaza, garantir un accès humanitaire complet, sans restriction et à grande échelle, et protéger les civils et les acteurs humanitaires. Les membres du réseau témoignent de leur solidarité avec les équipes qui soignent au péril de leur vie. Médecins du Monde Suisse a proposé à toute personne qui le souhaitait d'envoyer des messages de soutien à son équipe à Gaza, recevant ainsi des milliers de mots. Lors du congrès humanitaire de Berlin, Médecins du Monde Allemagne a organisé une soirée de partage avec nos collègues palestiniennes présentes pour écouter leurs récits et exprimer notre admiration pour leur dévouement.

LE PRIX LUIS VALTUEÑA DÉCERNÉ À MAHMOUD ISSA

Chaque année, Médecins du Monde Espagne organise le prix international de la photographie humanitaire Luis Valtueña. Créé en 1997, le concours rend hommage à Flors, Luis, Manuel et Mercedes, quatre travailleurs humanitaires de l'organisation tués au cours de missions au Rwanda et en Bosnie-Herzégovine. À travers cette initiative, Médecins du Monde Espagne met en lumière les crises humanitaires mais aussi le travail de photographes qui dénoncent et témoignent des injustices dans le monde.

Le premier prix de l'édition 2024 a été décerné au photographe palestinien Mahmoud Issa pour sa série « *Siege and Hunger* » (« Siège et Faim »), qui dépeint la situation dans la bande de Gaza un an après le début du conflit. Son travail souligne les conséquences de cette guerre, non seulement sur le plan physique, mais aussi celui de la santé mentale. Ses photographies reflètent par ailleurs les effets de la famine et de la malnutrition sur les enfants.

RÉPONDRE AU SÉISME AU MAROC

Au Maroc, grâce au soutien des donateurs et donatrices de Médecins du Monde France, plus de 12 000 personnes bénéficient d'activités menées par Médecins du Monde Belgique et ses partenaires depuis le séisme du 8 septembre 2023, qui a causé la mort de 2 946 personnes et fait 5 674 blessés. La catastrophe a privé d'accès aux soins les habitants des zones sinistrées, déjà peu dotées en infrastructures routières et services de santé primaire. Avec l'aide de ses quatre partenaires – Maroc Solidarité Médico-Sociale, CARE, Société Marocaine Psychologues Cliniciens et Association de lutte contre le sida – Médecins du Monde Belgique a mis en place une réponse d'urgence dans les régions les plus touchées de Marakech-Safi et Souss-Massa. Leur approche multisectorielle (abris, santé, eaux-hygiène-assainissement, protection) leur a permis de cibler les besoins immédiats et ceux liés

RÉSEAU INTERNATIONAL

au rétablissement des communautés. Ensemble, ils ont aidé 12 635 personnes en proposant des abris, une aide alimentaire, des kits d'hygiène et un soutien psychologique.

DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT

Dans leur engagement, les membres du réseau international Médecins du Monde rappellent que « l'accès à des services d'avortement est un élément essentiel des DSSR [droits et santé sexuels et reproductifs], une question de santé publique, un droit humain fondamental, et un indicateur des inégalités sociales et de genre. »

En pratique, les membres du réseau s'engagent à fournir, partout où ils sont présents, un accès à un avortement sans risque, soit directement soit à travers l'orientation vers un partenaire. Dans tous les cas, des informations sur les avortements autogérés et les soins post avortement doivent être proposés. Pour faciliter la mise en œuvre de cet accès à un avortement sans risque, Médecins du Monde France a lancé un premier appel à projet destiné aux membres du réseau pour déterminer des actions à réaliser à travers leurs projets nationaux ou internationaux en 2025.

UNE POLITIQUE D'ÉCO-RESPONSABILITÉ

Lors de son assemblée générale de novembre 2024, le réseau a adopté à l'unanimité une politique d'éco-responsabilité, qui atteste de son engagement en faveur de la protection de l'environnement.

« La politique fait office de pierre angulaire pour les feuilles de route élaborées par les différentes associations membres Médecins du Monde, de sorte à promouvoir l'intégration de pratiques éco-responsables dans tous les aspects de notre organisation. L'objectif de cette politique est d'amener tous les membres du réseau à s'engager pleinement en faveur du mouvement global de préservation de l'environnement à travers l'adoption de pratiques responsables. Elle définit des principes communs et des domaines d'action pour mettre en œuvre des pratiques éco-responsables dans toutes les activités du réseau Médecins du Monde et clarifie les rôles et les responsabilités dans le cadre du processus de mise en œuvre. »

TRANSMETTRE L'HISTOIRE DU RÉSEAU

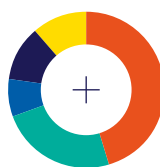
Pour préparer son futur, le réseau souhaite mieux connaître son passé et lance le projet « histoire et mémoire ». Des recherches dans les archives, des

questionnaires et des entretiens vont permettre de collecter des informations sur l'histoire commune du réseau mais aussi l'histoire singulière de ses 17 membres.

CHIFFRES CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde mène **456 programmes** dans **71 pays**.

268 programmes internationaux dans 54 pays :



Afrique
117 programmes
dans **23** pays

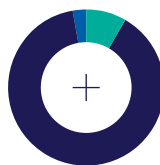
Amériques
73 programmes
dans **10** pays

Asie
17 programmes
dans **8** pays

Moyen-Orient
35 programmes
dans **5** pays

Europe
26 programmes
dans **8** pays

188 programmes nationaux dans 17 pays :



Amériques
16 programmes
dans **3** pays

Europe
167 programmes
dans **12** pays

Asie
5 programmes
dans **2** pays

LES ASSOCIATIONS

MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

www.aerztederwelt.org

Président : **Dr Peter Schwick**

MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

www.mdm.org.ar

Président : **Dr Damian Verzeñassi**

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

www.medecinsdumonde.be

Présidente : **Dr Claire Bourgeois**

MÉDECINS DU MONDE CANADA

www.medecinsdumonde.ca

Président : **Dr David-Martin Milot**

MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

www.medicosdelmundo.org

Président : **Dr Jose Fernandez**

MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

www.doctorsoftheworld.org

Président : **Dr Glenn Fennelly**

MÉDECINS DU MONDE FRANCE

www.medecinsdumonde.org

Président : **Dr Jean-François Corty**

MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

www.mdmgreece.gr

Présidente : **Dr Hara Tziouvara**

MÉDECINS DU MONDE ITALIE

<https://medicidelmundo.it/>

Présidente : **Mme Veronica Forin**

MÉDECINS DU MONDE JAPON

www.mdm.or.jp

Président : **M. Gaël Austin**

MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

www.medecinsdumonde.lu

Président : **Dr Bernard Thill**

MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

www.doktersvandewereld.org

Président : **Dr Hendrik Verschuur**

MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

www.medicosdomundo.pt

Président : **Dr Abílio Antunes**

MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

www.doctorsoftheworld.org.uk

Président : **Dr James Elston**

MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

www.lakareivarlden.org

Président : **M. Mårten Brink**

MÉDECINS DU MONDE SUISSE

www.medecinsdumonde.ch

Co-présidents : **Dr Laurent Lob et M. Antoine Kernen**

MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

www.dunyadoktorlari.org.tr

Président : **M. Hakan Bilgin**





SUÈDE

RUSSIE

UKRAINE

CROATIE

MOLDAVIE

GÉORGIE

BULGARIE

BOSNIE

ARMÉNIE

GRÈCE

LIBAN

SYRIE

IRAK

PALESTINE

ITALIE

TUNISIE

AFGHANISTAN

NÉPAL

JAPON

MYANMAR

PAKISTAN

BANGLADESH

CAMBODGE

LAOS

PHILIPPINES

Océan
PACIFIQUE

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

SOUDAN
DU SUD

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

ÉTHIOPIE

KENYA

TANZANIE

MOZAMBIQUE

MADAGASCAR

ZIMBABWE

Océan
INDIEN

Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.

RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Médecins du Monde est agréé par le Comité de la charte du Don en Confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

Médecins du Monde est soumis au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le commissaire aux comptes (cabinet Mazars depuis 2020).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG ECHO - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

LE COMITÉ DES DONATEURS

Médecins du Monde s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

LE COMITÉ D'AUDIT

Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles son président. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

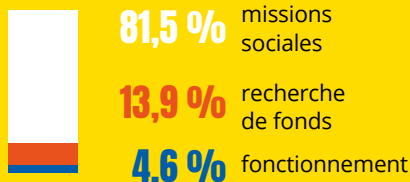
LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de Médecins du Monde France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Canada, MdM-États-Unis, MdM-Espagne, MdM-Italie, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM-Suède, MdM-Suisse et MdM-Turquie.

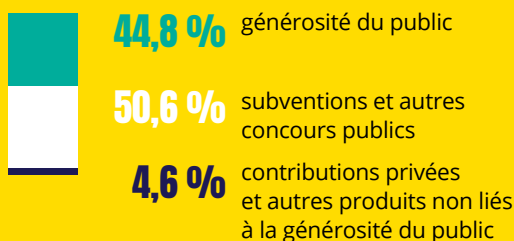
Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : medecinsdumonde.org

DÉPENSES/RESSOURCES MÉDECINS DU MONDE FRANCE

Dépenses *



Ressources *



* Hors variations de provisions et fonds dédiés

FINANCEMENT



Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.

L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne, les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont la direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA).

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). En 2024, la DG ECHO a disposé d'un budget de près de 2,5 milliards d'euros.
- La mission de la DG INTPA est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.

Depuis sa création il y a 33 ans, le réseau MdM est un acteur majeur du collectif VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne/ DG ECHO, Parlement européen, États membres). VOICE regroupe près

de 90 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. Médecins du Monde France, au nom du réseau MdM, est actif dans différents groupes de travail de VOICE comme le « Humanitarian Partnership Watch Group ».

- Médecins du Monde intervient auprès de la DG INTPA par l'intermédiaire de CONCORD (European confederation of relief and development NGOs.) via le collectif français des ONG Coordination SUD, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'Union et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.

LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de MdM dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de MdM assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, Médecins du Monde a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.
- L'association est enfin active dans des groupes de travail au sein du IASC, organisme de coordination humanitaire de haut niveau des Nations unies.

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial (Global Fund) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial investit plus de 5 milliards de dollars US par an.

À noter que Médecins du Monde bénéficie également de subventions de l'Initiative (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les organisations de la société civile, qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, Médecins du Monde participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

Notre association bénéficie de l'outil de financement CPP (Convention de partenariat pluriannuel), initié en 2018 pour 4 ans, et renouvelé en 2022 pour une nouvelle période de 4 ans. En 2024, Médecins du Monde a obtenu un financement « post crise » en Turquie suite au séisme de février, au profit de MdM Turquie. Enfin, l'association fait partie du projet « Feminist Opportunities Now (FON) » sous la responsabilité de IPPF Afrique sélectionné par l'AFD en 2022 dans le cadre des fonds féministes français.

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). Il dispose d'un budget de plus de 200 millions d'euros en 2024. En dehors des financements, Médecins du Monde est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS, notamment avec Coordination Sud.

COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son réseau, elle est un partenaire du ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO) et du ministère de la Coopération-BMZ (*via* MdM Allemagne depuis Munich, des Affaires mondiales Canada (*via* MdM Canada depuis Montréal) et de USAID/BHA (*via* MdM États-Unis depuis New York). Par ailleurs, Médecins du Monde est régulièrement soutenue par la DDC (Direction Développement et de la Coopération) suisse ainsi que par le gouvernement de Monaco à Madagascar.

PARTENARIAT ENTRE UNITAID ET MÉDECINS DU MONDE

Unitaid et Médecins du Monde se sont associés pour la première fois en 2023, dans le cadre d'un investissement majeur d'Unitaid pour la prévention de l'hépatite C auprès des populations marginalisées. Agence hébergée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Unitaid est un acteur central des alliances sanitaires internationales, engagé pour la disponibilité de solutions innovantes en santé dans les pays à faible et moyen revenu.

Avec le projet CUTTS HepC (Catalyse uptake of under-utilised tools and treatment simplification for HepC), Médecins du Monde vient mettre à profit son expertise et son expérience de terrain en réduction des risques. Ce nouveau projet s'attaque aux barrières que rencontrent les personnes usagères de drogues dans l'accès aux moyens de prévention de l'hépatite C, bien qu'elles soient affectées de façon disproportionnée par le virus.

Jusqu'en 2027, et avec un budget de 9,4 millions de dollars, CUTTS HepC a pour objectif de rendre accessibles de nouveaux outils de prévention, et de mettre en œuvre des protocoles de dépistage simplifiés dans trois pays : l'Arménie, la Géorgie et la Tanzanie. Les analyses générées par le projet pourront alimenter les directives nationales et internationales sur l'hépatite C, et influencer les prix et standards de qualité de ces produits sur les marchés internationaux. Ce projet est mené en consortium avec le Burnet Institute, l'Université de Bristol et le Réseau international des personnes usagères de drogues (INPUD).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : le vice-président, le trésorier et le secrétaire général. Le CA, organe exécutif de l'association, se réunit mensuellement et prend toutes les décisions d'orientation de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 8 juin 2024, l'association a élu son conseil d'administration :

Président

Docteur Jean-François Corty, médecin

Vice-présidente

Docteure Françoise Sivignon, médecin radiologue, membre du Conseil économique, social et environnemental

Secrétaire générale

Anne Guilberte, formatrice en santé publique

Trésorier

Docteur Marc Tyrant, médecin hospitalier

Membres titulaires du conseil d'administration :

Docteur Christian Bensimon, médecin généraliste
Mustapha Benslimane, directeur d'établissement médico-social retraité

Renaud Boulet, coordinateur de l'ONG DBA

Bertrand Brequeville, chargé de recrutement

Docteur Guillaume Fauvel, médecin territorial

Sophie Rhodes, directrice d'association de prévention en santé

Docteure Florence Rigal, médecin interniste

Cécile Winnougan Thiombiano Yougbaré, référente technique et plaidoyer DSSR en Afrique à Médecins du Monde France

Membres suppléants du conseil d'administration :

Betty Azocar, consultante en santé communautaire à la Direction de la santé Pudahuel, Chili

Diane Hassan, experte en collaboration entre organisations de la société civile, acteurs économiques et institutions

Gaëlle Krikorian, sociologue

DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

Directeur général : **Joël Weiler**

Directrice des opérations internationales :

Helena Ranchal

Directeur des opérations France : **Yannick Le Bihan**

Directrice financière : **Jennie Saint-Sulpice**

Directeur Achats, logistique, informatique :

Gaël Acke

Directeur des ressources humaines :

Bertrand Bocquet

Directeurs de la communication et du développement : **Brigitte Arrouays** puis **Guillaume Cotillard**

Directrice santé et plaidoyer : **Sandrine Simon**

ORGANISATION



NOS PARTENAIRES PRIVÉS

LES FONDATIONS ET ENTREPRISES

Association Ouest-France Solidarité, Axa Banque, Choose Love, CIC, Consortium 12-12, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel de Bretagne, Crédit Mutuel du Sud-Ouest, Église Valdese (Chiesa Valdesi), Fondation Agir en Charente Périgord, Fondation Axian, Fondation d'entreprise Air France, Fondation Christiane et Francis Labbe, Fondation de France, Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement, Fondation d'entreprise Macif, Fondation d'entreprise Optic 2000-Lissac-Audio 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation d'entreprise MNH, Fondation d'entreprise Deloitte, Fondation Gertrude Hirzel, Fondation Léa Nature Jardin Bio, Fondation pour le Logement des Défavorisés, Fondation Sternstunden, Fondation RAJA-Danielle Marcovici, Fondation Roi Baudouin, Fonds Erié via Fondation du Roi Baudouin, Fonds de dotation Meyer Louis-Dreyfus, Fonds de dotation Nos Épaules et Vos Ailes, Fonds Inkermann, Fonds L'Oréal pour les Femmes, Fonds L'Oréal pour l'Urgence Climatique, Fortuneo, Groupe Raja, Lilo, Louvre Banque Privée, M Comme Mutuelle, McCall MacBain Foundation, Muslim Charity, Publicis Media France, Sidaction, Spark Foundry, Starcom, The Tolkien Trust, Benevity UK Online Foundation. Mais aussi Bimpli, Éthi'kdo, Gladly, Freemium Play, Fabuleos, Ivoire, Solikend, Lydia, PayPal, Run for Planet, Vinted, Tribee, Popcarte et ASO.

NOS PARTENAIRES PUBLICS

Organismes multilatéraux

Union européenne (DG Echo, DG International Partnership), agences des Nations unies (HCR, UNICEF, OCHA, OMS), Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), Unitaid, START Fund.

Organismes bilatéraux

- **En Europe** : ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), Wallonie-Bruxelles International.
- **En France** : Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Aide alimentaire programmée (AAP), Ambassades de France/ Fonds Equipe France, Expertise France/L'Initiative.
- **Autres** : Coopération américaine (USAID, BHA), Coopération canadienne (GAC)/Ambassade du Canada, Coalition humanitaire du Canada, Ville de Genève.
- **Collectivités françaises** : Conseil régional Île-de-France, Conseil régional Pays de la Loire, Conseil régional Paca, Conseil régional Nouvelle Aquitaine, Communauté européenne d'Alsace (CEA), Collectivita di Corsica, Conseil départemental Loire-Atlantique, Conseil départemental Isère, Conseil départemental Meurthe-et-Moselle, Conseil départemental Moselle, Conseil départemental Charentes, Conseil départemental Gironde, Conseil départemental Pyrénées-Atlantiques, Conseil départemental Seine-Saint-Denis, Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Conseil départemental Hérault, Conseil départemental Aude, Conseil départemental Haute-Garonne, Conseil départemental Bouches-du-Rhône, Conseil départemental Alpes-Maritimes, Conseil départemental du Nord, de la Communauté urbaine de Dunkerque et du Centre communal d'action social de la Ville de Grande-Synthe, Eurométropole, Métropole Aix-Marseille-Provence, Grenoble Alpes Métropole, Métropole de Lyon.
- **Les mairies** : Ville de Paris, Ajaccio, Angoulême, Bazelat, Bordeaux, Bullecourt, Charny, Cayenne, Grenoble, Haillan, Communauté d'agglomération Hénin-Carvin, Jarnac, Jurançon, Keskotel, Communauté d'agglomération de Lens-Liévin, Lescar, Lespinasse, Lyon, Matoury, Marseille, Montpellier, Nantes, Neure, Nice, Pau, Remire, Rouen, Saint-Laurent-des-Vignes, Strasbourg, Toulouse, Villeurbanne.

NOUS REMERCIIONS

De nos missions France

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres de lutte antituberculeuse (CLAT), Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD), Mouvement Français du Planning Familial (MFPF), Direction générale de la santé (DGS), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de Détention et Maison d'arrêt de Nantes, Santé Publique France (SpF), Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement (DIHAL), les Directions régionales et départementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS / DDETS), Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), les services de Protection Maternelle et infantile (PMI).

(FIDH), Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), Fédération parapluie rouge, Générations Féministes, Global Health Advocates (GHA), Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), Handicap International France, Ithaque, Keep smiling, Korzeam, Médecins Sans Frontière France, Ordre de Malte, le Bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'Acier, Association PALOMA, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Oppelia, PASTT, IPAS, Association Penelope, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de Service aux Migrants (PSM), Police Contre la Prohibition, Principes Actifs, Sauvegarde 71, Secours Catholique Caritas France, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Addictions, Groupe SOS, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Syndicat du TRAVAIL Sexuel (Strass), Techno Plus, Transat, Unicef France, UNIOPSS, Acceptess-T, ARCAT, le Collectif des Femmes de Strasbourg Saint Denis, Association SAFE, Center for Reproductive Rights, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International (HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), IPPF, Itinéraires Entr'Actes, Autres Regards, Grisélidis, Equipop, Tous Migrants, le Refuge Solidaire, Utopia 56, Kesha Niya, ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Acceptess-T, Action Santé Mondiale, Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Action contre la Faim, Amnesty International, Association Nationale d'Assistance aux Frontières des Etrangers (ANAFE), APLEAT, Association d'autosupport et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Aurore, Coordination Sud (C-Sud), Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC), Conseil norvégien pour les réfugiés, Daleth research - Drug policy AnaLysis, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, Center for Reproductive Rights, Centre Primo Levi, CARE, Comité de Lutte Contre l'Exclusion (CLE), Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Collectif des Associations Unies pour une nouvelle politique du logement (CAU), Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Collectif Santé Mondiale, Comede, CREA, Crisis Action, Droit au logement (DAL), Emmaüs, France Assos Santé, For Alternative Approches to Addiction Think and do tank (FAAAT), Empow'Her, Fédération Association Laïque Éducation Permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation pour le Logement des Défavorisés, Fédération Addiction (FA), Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA), European AIDS Treatment Group (EATG), European Sex Workers Alliance (ESWA), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network of People Who Use Drugs (EuroNPUD), European Public Health Association (EUPHA), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), Insecurity Insight, International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Picum, Safeguarding Health in Conflict Coalition, Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, VOICE, Women Political Leaders (WPL) global forum et Migreurop.

TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES

AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2024, SANS OUBLIER NOS DONATRICES ET DONATEURS PARTICULIERS.

COORDINATION DU PROJET

Thomas Flamerion et Anne-Lys Thomas

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Pauline De Smet

GRAPHISME

Commequoi

PRODUCTION

Estimprim

Imprimé sur papier 100 % recyclé certifié FSC

LES PHOTOGRAPHES

Couverture : Christophe Da Silva

Israel Fuguemann (p. 4, 15, 39)

Anaïs Oudart (p. 5, 61)

Christophe Da Silva (p. 11, 19, 54, 56, 59, 73)

Sébastien Dolidon (p. 17)

Tony Karumba – AFP (p. 21)

Jospin Mwisha – AFP (p. 27)

Sophie Garcia (p. 29)

Médecins du Monde (p. 33)

Majdi Fathi – NURPHOTO *via* AFP (p. 34, 35)

Jose Colon – Anadolu *via* AFP (p. 43)

Saiyna Bashir (p. 47, 77)

Olivier Papegnies (p. 49)

Fiora Garenzi (p. 51, 65)

Mahmoud Issa, lauréat du Prix Luis Valtueña 2024 (p. 66)

MÉDECINS DU MONDE

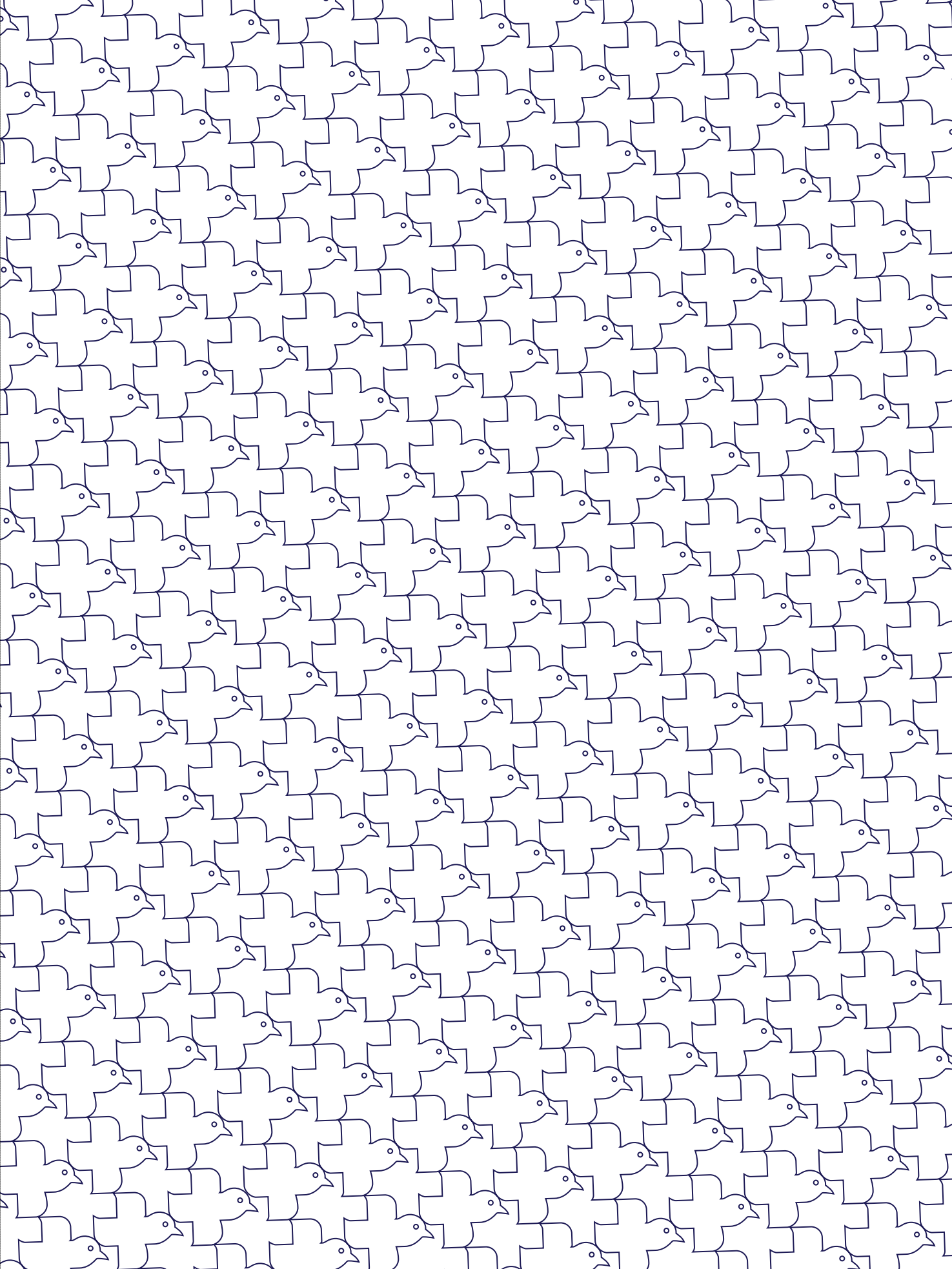
84 avenue du Président Wilson

93210 Saint-Denis

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org

 **MdM_France**





**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**